

Le NON du 29 mai

Des urnes à la rue



LE MONDE VA CHANGER DE BASE

Amérique latine

Pages 12 et 13

LE GENRE

Capital/Travail

Page 16

à vif.....

Ah ! la belle manif !

Ah ! ils en avaient fait des grèves et des manifs pour refuser ces « réformes » qui, patiemment, systématiquement, jetaient à bas tout ce que la classe ouvrière avait réussi à construire, au prix des larmes et du sang, au cours de deux siècles de luttes, sans que jamais ceux qui se cramponnent au pouvoir aient daigné seulement les voir ou les entendre. Et puis voilà qu'un beau jour on leur demande s'ils acceptent un texte de quatre cent quarante-huit articles si joliment écrits que, d'alinéas contradictoires à des renvois en arrière ou en avant, de changements d'un mot à d'inquiétants silences, avouent pour finir le contraire de ce qu'ils voulaient nous faire croire. La casse massive, au niveau de l'Europe comme au niveau de la nation allait continuer plus implacable que jamais. Alors, le jour venu, les invisibles, les inécoutables, sortirent de chez eux et se rendirent dans les préaux des écoles comme on va à la République, glisser dans l'urne le NON du ras-le-bol et de la résistance. Pour une fois, les organisateurs et le ministère de la police comptèrent le même nombre de participants. Le pouvoir qui refusait de faire la politique dans la rue, consentira-t-il à la faire dans les urnes ? Le croyez-vous ?

Bernard-G. Landry

ÉDITO

Si certains en doutaient, les résultats du référendum du 29 mai 2005 viennent de le réaffirmer avec force : le peuple de France existe et quand il s'agit de défendre ses intérêts s'invite sur la scène politique et n'hésite pas à mettre les pieds dans le plat. Un peuple frondeur, insoumis, fier vient de renouer avec les plus glorieux moments de son histoire. Malgré la formidable pression des médias, malgré la peur orchestrée par la droite comme par Ps, malgré l'engagement dans la campagne du gouvernement et du chef de l'Etat, les électeurs ont dit Non à 55 % au traité de constitution d'une Europe libérale.

Cette formidable victoire historique est d'abord celle des plus exploités, de ceux qui souffrent du développement du chômage, des bas salaires, de la misère, des délocalisations organisés par la mondialisation capitaliste et le gouvernement français ; les ouvriers (80 %), les employés (70 %), les chômeurs (71 %), les jeunes (56 %). Ne les prenons pas pour des imbéciles, ils savent ce qu'ils font ; ils ont dit stop à cette Europe-là, ils ont lancé un véritable message d'espoir à tous les peuples européens. Cette victoire populaire est un vote de classe qui dépasse les clivages politiques traditionnels.

Le peuple mérite le respect. Et ce n'est pas le remaniement ministériel de façade qui suffira à la faire taire. La politique qui aggrave la vie des petites gens pour qu'une poignée d'autres étalent

un luxe éhonté doit cesser. C'est là le fond du message adressé par les électeurs à ceux qui s'auto-proclament les « élites » politiques et économiques de la France et de l'Europe.

L'heure n'est certainement pas à la renégociation de ce traité. Après le vote massif de la France et des Pays Bas, la constitution européenne est mort-née. Les communistes n'ont pas pour vocation de ressortir des poubelles de l'histoire, les projets capitalistes qui ont fait long feu.

L'heure n'est pas non plus à la reconstitution d'une union de la gauche plurielle au sommet rassemblant les partisans du Oui et du Non de gauche. L'acharnement de la majorité des dirigeants socialistes, avant et même après la sanction des électeurs, les discrédite comme est discrédité depuis plusieurs scrutins la politique qu'ils ont menée quand ils étaient au pouvoir.

L'heure est au rassemblement anti-capitaliste dans lequel le Parti communiste doit jouer un rôle central en gardant sa spécificité, en avançant des propositions pour la construction d'une autre société, pour le socialisme. Un Parti communiste révolutionnaire, ouvert, à l'initiative des luttes et du rassemblement. La journée de mobilisation des cheminots du 2 juin le montre bien. Il faut, fort de la victoire populaire du 29 mai, passer des urnes à la rue.

Patricia Latour

Rédactrice en chef du Manifeste

IL N'EST PAS DE SAUVEUR SUPRÊME

La Libération de la France par Annie Lacroix-Riz

NON c'est NON

Les Tchèques renoncent
Le premier ministre tchèque Jiri Paroubek a déclaré que la suspension par la Grande-Bretagne du référendum sur la constitution européenne rendait le vote « impossible » dans son pays. Il s'est montré très « déçu » de la décision britannique.

Durs de la feuille
La Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie ont plaidé pour la poursuite du processus de ratification de la constitution européenne. Le « processus de ratification doit continuer au rythme approprié à chaque États-membre et l'élargissement de l'Union européenne doit également se poursuivre », a souhaité le Premier ministre polonais Marek Belka lors d'une conférence de presse conjointe après une réunion avec ses homologues du groupe de Visegrad, le Tchèque Jiri Paroubek, le Slovaque Mikulas Dzurinda et le Hongrois Ferenc Gyurcsany. Il y en a qui sont durs de la feuille !

Mauvais perdants
Un militant socialiste de Neuilly-sur-Marne en Seine-Saint-Denis exclu, *manu militari*, du Ps et de l'une de ses réunions tirant le bilan du référendum a été agressé physiquement par les responsables de sa section. Son crime ? Avoir mené campagne pour le Non à la constitution. Il a été l'un des principaux animateurs du collectif local pour le Non en tant que responsable local du Club pour la République sociale fondé par Jean-Luc Mélenchon. Les mauvais perdants devront rendre compte de cette agression devant la justice.

Démocratie selon le Ps
Bien qu'une majorité des électeurs socialistes aient voté Non au référendum, la direction du Ps se débarrasse de ses leaders partisans du Non sans autre forme de procès. Après le Conseil national du Ps du 4 juin, ratifiant l'éviction de Laurent Fabius notamment, Claude Bartolome, lui aussi évincé avec quatre autres déclarait : « Nous allons continuer à nous battre pour rassembler le plus largement possible, les socialistes ont autre chose à proposer que des règlements de comptes » ajoutant que le texte d'orientation voté à cette occasion « dénature le vote des Français ».

Ces déçus
La Ces (confédération européenne des syndicats) n'est pas satisfaite du résultat du vote de France. Elle déclare : « La Ces est déçue et regrette que des citoyens français aient rejeté la constitution européenne. La constitution qui n'est pas née libérale est devenue une victime des Etats membres tentés d'ignorer l'Europe sociale ». On n'en attendait pas moins d'elle. La collaboration de classe, elle connaît.

Réactions allemandes
« Le vote français contre une Europe néo libérale peut accélérer la constitution de ce véritable mouvement de gauche alternatif dont nous avons besoin dans notre pays » a déclaré Horst Schmitthenner, membre de la direction nationale du syndicat allemand IG Metall. De son côté Tobias Pflüger, député européen du Pds soulignait : « Cette victoire du Non en France est un coup porté à la construction néo libérale de l'Europe ».

Constitution européenne

Le NON de

Le Peuple de France et ses dirigeants

Patricia Latour : L'un des enseignements du scrutin c'est la révélation d'un profond divorce entre les élites politiques, économiques et sociales de ce pays et la grande masse du peuple. Si on avait demandé au Parlement de voter sur le projet de constitution européenne le résultat n'aurait certainement pas été le même. 80 % des ouvriers et 70 % des employés ont voté Non. Quelle est pour vous la nature et la signification de ce vote massif pour le Non ?

Freddy Huck : Le vote est un vote de classe, un Non de classe avec d'autres dimensions ; républicaines, laïques. Cela montre une formidable capacité de résistance du peuple au mensonge et aux pressions. Je n'aime pas trop les termes d'élite et de peuple. On assiste à un rejet de tout ce qui est richesse comme des structures qui tournent autour de ceux qui ont du fric. Le nombre de syndicats qui ont, malgré les prises de position ambiguës de la fédération, ont lancé des appels et construit des propositions est phénoménal. Les militants ont pris en main la bataille et se sont cotinés avec les salariés pour expliquer la nécessité de voter Non.

Henri Martin : Le divorce entre les élites et le peuple est encore plus énorme si on regarde les pourcentages. Il faut tenir compte des moyens de propagande utilisés par les partisans du Oui. Il y a eu une pression fantastique. C'est effectivement un vote de classe. Tous ceux qui réellement ont été les victimes de ces vingt dernières années se sont groupés, quelques soient leurs différences, se sont sentis solidairement contre des gens qui se moquaient d'eux. Il y a eu une sorte de rébellion et un appel à avoir d'autres moyens plus démocratiques dans ce pays pour pouvoir vraiment discuter.

Francis Combes : C'est une formidable victoire populaire, une belle et forte réponse de la France d'en bas à la France d'en haut. D'autant plus remarquable, qu'en effet, on a eu affaire à la coalition des principales forces politiques pour le oui, l'essentiel des médias et toutes les pressions des gouvernements des autres pays européens. Personne ne peut ignorer qu'il existe un peuple dans ce pays, un peuple qui peut dire non, merde même, à ses dirigeants et qui renoue avec le meilleur de ses traditions révolutionnaires mais aussi d'impertinence, de fronde, d'insoumission. C'est en effet un vote de classe. Mais c'est aussi le peuple dans sa diversité. Il ne faut pas sous-estimer l'entrée en lice de certains éléments des

couches moyennes ; la paysannerie, un certain nombre de petits patrons. Une partie de ceux qui sont attachés à l'appareil productif national, à la politique industrielle ne se retrouvent pas dans la politique du grand capital financier. Je trouve que ça redonne une certaine actualité à la thèse que le Pcf avait développée dans les années 70 de l'« union du peuple de France ». Le Non de gauche a été déterminant, mais il faut aussi regarder le Non de droite avec attention. Quand on écoutait les arguments d'un certain nombre de leaders de la droite pour le Non, ils ne développaient pas des arguments spécifiquement de droite.

André Gerin : On a perçu, de manière violente, une nouvelle aristocratie versaillaise qui a été battue à plate couture le 29 mai. On doit nous-mêmes réfléchir à la portée considérable de ce qui vient de se passer. Les conditions existent pour un renouveau politique. Une partie des abstentions depuis pas mal d'années n'était pas le rejet de la politique, mais plutôt la grève des urnes. Et puis, il faut qu'on ait un regard un peu plus attentif à toute une partie de l'électorat du Front national à qui il faut tendre la main. La bipolarisation Ps-droite est remise en cause. Au-delà de l'aspect « vote de classe », avec lequel je suis d'accord, on assiste à un rejet des dégâts du capitalisme, que les gens en aient conscience ou non. C'est un début de réponse positive à ce qui s'est passé le 21 avril 2002. C'est le coup de pied de l'âne au Ps. D'une certaine manière, par rapport à la caste actuelle, c'est une espèce de revanche de mai 68. La revanche du peuple par rapport à un certain nombre de gens de 68 qui développent aujourd'hui des théories aristocratiques. Une revanche parce que cela ouvre des potentialités nouvelles.

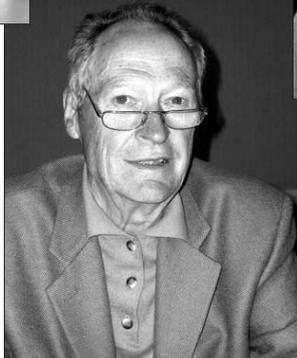
F.H. : La forme référendaire permet de dépasser les clivages traditionnels. Ce Non de classe fait sauter les barrières entre droite et gauche. La rupture est entre les pauvres d'un côté et ceux qui ont beaucoup de l'autre. Il n'y a pas de coupure ruraux et villes. C'est ça qui nous ouvre une perspective. Que les gens votent traditionnellement à droite ou à gauche, quand les conditions sont créées pour qu'ils s'expriment en tant que classe, ils s'y retrouvent, ils ne sont pas pollués par les magouilles politiciennes. La classe ouvrière que certains pensaient disparue réémerge. Ça montre aussi que les traditions françaises sont encore vivaces.



Francis Combes



Freddy Huck



Henri Martin



André Gerin

Constitution européenne

classe du 29 mai

Deux jours après le résultat historique du référendum, le *Manifeste* a réuni les trois fondateurs du journal, Francis Combes (éditeur et poète), Freddy Huck (secrétaire général de la Fnaf-Cgt) et André Gerin (député-maire de Vénissieux). Henri Martin (vétérane du parti) s'est joint à cette rencontre à chaud pour commencer à tirer le bilan de cette victoire populaire, envisager les perspectives, aborder la place du Parti communiste.

Propos recueillis par Patricia Latour

Un Non à l'Europe du capital

P. L. : Le Ps et d'autres nous expliquent que les électeurs se sont trompés d'élection, que seul le gouvernement français a été sanctionné. Les électeurs du Non, notamment de gauche, seraient-ils tous des imbéciles ? Alors ce Non est un Non à quoi ?

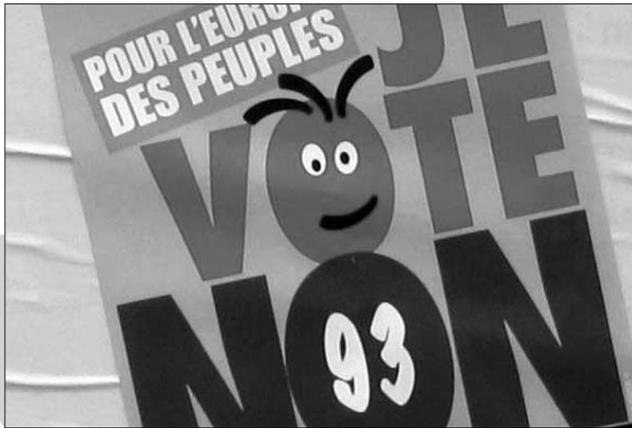
A. G. : Il y a déjà un Non à l'élargissement, imposé sans discussion, sans concertation. L'idée aussi que la Constitution française doit rester maîtresse au niveau national. Ce n'est pas un Non à la France ou à l'Europe, c'est un Non au capitalisme prédateur. Je n'ai pas de problème avec l'idée du Non de gauche, mais, il est trop étroit. J'ai toujours utilisé l'idée de Non anti-capitaliste, Non républicain, Non communiste.

F. C. : La notion du Non de gauche ne me satisfait pas. L'apport des électeurs de gauche a certes compté. Le Non, c'est la contestation des effets destructeurs pour le peuple français, la nation de la mondialisation capitaliste. L'idée qu'il faille organiser les rapports au sein de l'Europe, développer des coopérations est partagé par la majorité du peuple français. Mais le peuple français est pour la construction d'une Europe avec des peuples et des nations souverains et contre un État supranational. C'est l'Europe fédérale qui est remise en cause.

F. H. : Ouvrir tout de suite la perspective d'alliance du Non de gauche avec le Oui de gauche, est politique et très réducteur. Les électeurs sont intelligents ; au contraire de tout ce que les médias ont dit. L'Europe est celle du capital, le gouvernement français est celui du capital. Les électeurs ont sanctionné les deux. Ce n'est pas un vote contre les autres peuples européens. Il est porteur de solidarité avec les autres et ouvre la possibilité de changement en France et en Europe. On ne peut qu'être contre une Europe fédérale qui musèle les souverainetés populaires de chaque peuple. Le peuple français n'a pas d'intérêts égoïstes ; aux Pays-Bas aussi c'est remis en cause.

H. M. : La réaction populaire a été basée sur des choses très concrètes : amélioration ou pas. Les gens ont jugé par rapport à la situation et aux décisions prises. Toutes les promesses qu'on leur avaient faites étaient fausses. Les discours des élites françaises et européennes leur sont apparus comme totalement démagogiques. Je lisais dans *Ouest France*, la veille de l'élection : « la situation politique, économique, sociale, est tout sauf porteuse d'espoir... Beaucoup de Français ne semblent plus croire à l'idée de progrès pour eux-mêmes et leurs proches et le mot réforme déclenche la peur d'une possible régression sociale ». Les gens se sont aperçus que les « réformes » consistaient à mettre en cause les acquis de la Libération. Ils se sont aussi aperçus qu'il n'y avait aucune démocratie. Ils sont majoritaires et on continue à pas les écouter. Cela va poser un vrai problème. Le peuple n'est pas libre et va commencer dans sa grande majorité à se poser des questions fortes. Une partie des gens pensent encore que le coup de semonce qu'ils viennent de donner va aboutir à des changements assez rapides. Or ce n'est pas l'intention du gouvernement. On est dans un début de mouvement, ça ne peut pas s'arrêter là. Ça a été longuement mûri, le peuple ne peut pas tolérer qu'on ne l'écoute, que ce soient les institutions européennes ou le gouvernement français.

F. C. : Ceux qui ont été sanctionnés ce sont ceux qui ont mené la politique du grand capital, les hommes politiques de droite comme ceux du Ps.



Photos Patricia LATOUR

Renégocier la constitution ?

P. L. : Faut-il renégocier ? La question est posée par plusieurs, notamment par la direction du Pcf au soir du résultat. Des dirigeants européens ont annoncé que le traité n'était pas renégociable et qu'en même temps on ne pouvait se passer de la France, ce qui est contradictoire. Est-ce que la renégociation se pose après le refus de la France, des Pays bas et probablement de la Grande Bretagne ?

F. H. : Renégocier, c'est faire l'impasse sur le processus de développement des luttes et du rapport des forces. En faisant cette proposition, la direction du parti joue petits bras. Elle n'ose pas affronter en révolutionnaire le mouvement. Elle n'est pas à même d'utiliser le rapport des forces qui s'est créé pour ouvrir d'autres perspectives. Les salariés qui ont voté Non se foutent éperdument d'une renégociation. Renégocier signifie qu'on s'inscrit dans le cadre général imposé. Le résultat du référendum est un coup de pied dans la fourmière et nous on mettrait du scotch !

F. C. : Le Pcf a joué le rôle qu'il devait jouer dans la campagne. Mais je suis en désaccord avec l'idée de renégocier. Le peuple français vient de « retoquer » la constitution européenne. Après la Hollande, cette constitution va être mise au panier. Ce n'est pas à nous d'essayer de ressortir de la poubelle de l'histoire une constitution rejetée par le peuple. Il faut se battre pour le retrait des directives en cours et qui relèvent de la même inspiration ultra-libérale. Il faut faire monter l'exigence de la remise en

cause du statut exorbitant de la Banque centrale. Il faut obtenir un changement de la politique économique, sociale et monétaire. Si ensuite, on veut définir les termes des relations entre les pays européens, cela nécessite le développement d'un large débat de l'ensemble des pays avec les peuples concernés. On peut assister à un mouvement de contamination démocratique en Europe, un peu comme en 1848. L'une des préoccupations importantes serait de développer des relations avec les forces progressistes, les organisations ouvrières, les forces révolutionnaires qui existent en Europe et qui se sont réjouis du Non français.

A. G. : Parler de renégociation, c'est d'une certaine manière donner un coup d'arrêt à la portée du 29 mai. Pour Maastricht, il faut remettre les compteurs à zéro. Il faut faire monter les enchères. Et derrière tout cela on peut imaginer de refaire l'Europe dans le sens progressiste, j'allais dire subversif. Il faut qu'on soit très fort pour se battre pour l'interdiction des délocalisations, pour interdire les licenciements, pour un taux de chômage tolérance zéro. On doit reposer la question d'une maîtrise nationale et publique du secteur bancaire et financier, avancer les re-nationalisations. Il faut aller plus loin pour que des pans entiers de l'économie ne dépendent plus de la loi du marché. On doit avoir l'idée de la rupture avec le capitalisme, donc le projet politique, donc l'alternative.

H. M. : On rentre dans un tunnel au lieu de développer une grande action en appelant à la renégociation.

ICI AUSSI

En Belgique aussi
« Je félicite les Français qui se sont bien battus pour le Non et qui ont gagné. Le combat va continuer pour une autre Europe et notamment le combat syndical. La Cef aurait dû dire Non. Celle qui a dit Oui n'a plus rien à voir avec la Cef que j'avais fondée » lançait Georges Deburne, ancien secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de Belgique et fondateur des syndicats européens. L'ancien ministre belge, Ernest Glinne, se déclare « enchanté par ce résultat ».

Même son de cloche en Grande-Bretagne Caroline Lucas, un des leaders du parti Verts de Grande-Bretagne et députée européenne, déclarait à *L'Humanité* : « Les Français ont dit Non à la constitution qu'on leur a proposée. Est-ce que le ciel est tombé sur nos têtes ? Est-ce que l'Ue va tomber en panne pour autant ? Bien sûr que non... Les électeurs français ont fait un premier pas décisif pour réinventer et sauver l'Ue ».

L'Italie aussi
La conseillère régionale du Latium, élue indépendante sur les listes du Parti de la refondation communiste soutenait : « Ce résultat est un signal, un signal fort... Les Français ont montré que rien n'était fatal, que la participation des citoyens pouvait faire changer les choses ».

Les Espagnols pas en reste
Willy Meyer, député européen de la Gauche unie assure lui que « Cette victoire jette les bases d'une construction européenne alternative qui prend en compte les aspirations des citoyens, et garantit, comme l'assure la majorité des constitutions nationales, les conquêtes sociales... C'est également une leçon pour le gouvernement espagnol qui a fait campagne pour le Oui en France. En s'abstenant massivement lors du référendum du 11 février, le peuple espagnol n'a pas ratifié dans les urnes ce traité ». De son côté, Agustin Moreno, membre de la commission exécutive des Commissions ouvrières lançait : « Félicitations au peuple, à la République !... Le résultat français est une fête de la démocratie ».

Le Portugal se félicite
Albano Nunes, responsable des questions internationales du parti communiste se félicite de cet « événement important qui va avoir de fortes répercussions sur la lutte pour une autre Europe de progrès, de paix et de coopération » et insiste sur la nécessité de « renforcer la coopération internationale entre tous ceux qui luttent pour une autre Europe ».

Même les Hongrois
« Vous venez de donner voix à la société civile des pays de l'Est que leur gouvernement et leur parlement n'étaient nullement intéressés à entendre, dans leur volonté de ratifier le traité sans demander leur opinion aux citoyens » commentait Endre Simon, responsable du groupe de coordination du Forum social hongrois. Une partie de ces déclarations ont été recueillies par des journalistes de *L'Humanité*.

Constitution européenne

Pas attendre 2007

P. L. : Dès le premier soir, de nombreux responsables politiques déclaraient qu'il fallait que le gouvernement « se soumette ou se démette ». Un nouveau gouvernement vient d'être nommé. Marie-George Buffet se montre déçue, Alain Bocquet juge que c'est une provocation. Peut-on attendre quelque chose d'un changement de Premier ministre ?

A. G. : Oui il y aura du changement en pire. Ils vont « cartonner » encore plus.

F. H. : Se dire déçu du changement de Premier ministre fait vraiment partie de la panoplie du renoncement. Ça signifierait que l'on pourrait envisager qu'un vote positif pour nous pourrait permettre de changer la politique de la droite.

H. M. : On n'a pas à attendre 2007. On foute en l'air cette constitution européenne. Si on reprend la constitution de 58,

qui elle-même reprenait les termes de celle de 46, elle stipule : « *Tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir propriété de la collectivité* ». On est en plein dans l'actualité. Il nous reste une constitution française dans laquelle il y a ça. Très légalement, il faut dire : puisque que tout ce que vous avez préparé avec la constitution européenne a échoué, il faut redémarrer sur des bases constitutionnelles.

F. C. : De Villepin a annoncé qu'il va essayer de « concilier les contraintes », c'est-à-dire compétitivité et progrès social. Dans une société abstraite, ce n'est sans doute pas impossible, mais dans le contexte actuel, ça l'est. Ce qui rend nécessaire la mondialisation, c'est que les capitalistes sont engagés dans

une lutte féroce pour préserver le taux de profit. On ne peut concilier les aspirations les plus élémentaires de millions d'hommes et de femmes à travers le monde et le maintien du taux de profits. Pour rendre possible la satisfaction des besoins populaires, il faudrait par exemple décider de limiter à 5 % le taux de rémunération des dividendes du capital. Mesure réformatrice qui n'a rien de révolutionnaire en soi. Ce serait une mesure modérée et tiède. Sauf que ce serait la révolution. Si un gouvernement la décrétait, ce serait de nature à remettre en cause l'ordre international, les règles de l'Omc, les relations avec les USA. La moindre mesure de réforme sociale nécessite de remettre en cause leurs privilèges. Brecht disait une chose que je crois très actuelle « *Le communisme est un idéal modéré* ». Ce sont des mesures

de bons sens que nous avons à défendre aujourd'hui. Pour imposer une dictature démocratique à la dictature de l'argent, du capital.

F. H. : Je ne sais pas si en terme de revendications sociales, il faut modérer leur contenu. Il faut le mettre au niveau des exigences et des besoins ; le Smic à 1 600 euros, l'interdiction des licenciements... On a intérêt à avancer des revendications concrètes et suffisamment élevées pour ne pas apparaître comme des gestionnaires des affaires. S'attaquer aux profits patronaux permet de répondre aux besoins de la population. Mais cela ne suffit pas. Il faut avancer les nationalisations.

H. M. : La constitution française existe toujours. C'est légal de nationaliser.

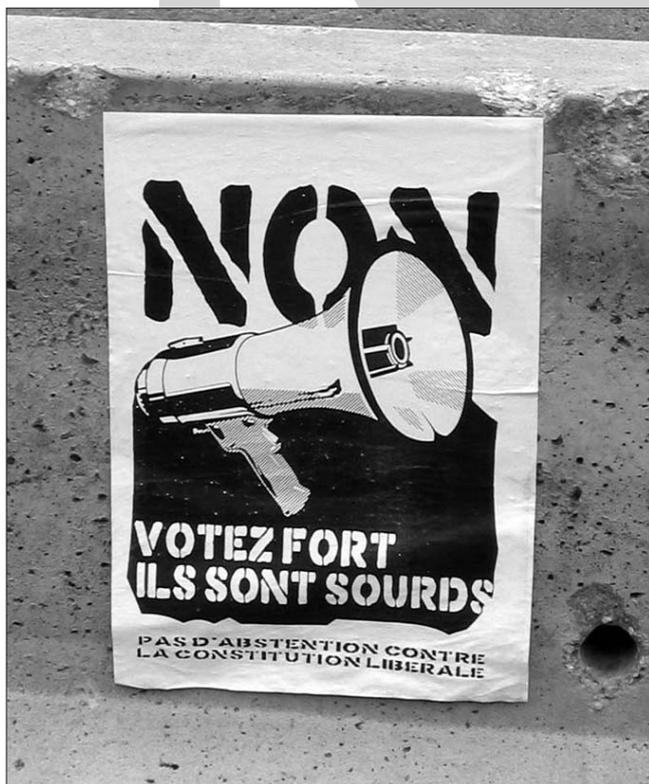
L'Europe c'est aussi :

La belle Europe

Une motion de censure a été déposée le 12 mai au parlement européen à l'encontre de José Manuel Barroso, Président de la commission européenne. Cette motion vise à obliger M. Barroso à expliquer publiquement ses vacances tous frais payés sur le yacht de son ami, le Grec Spiro Latsis (54^e fortune mondiale), qui recevait, un mois après le feu vert de la dite commission pour l'octroi d'une aide de 10 millions d'euros pour la construction d'un oléoduc. Mais « l'affaire » ne s'arrête pas là. Le 3 mars dernier, le quotidien portugais *Correio da Manhã* relatait que Lisbonne payait les salaires des cinq agents de sécurité personnels (un commissaire de police, un sous-chef et trois agents principaux) du Président de la Commission, soit 6000 euros par mois. Ces agents, détachés de la PSP (la police de sécurité nationale portugaise) ont été engagés sans avertir l'administration communautaire qu'ils touchaient une telle rétribution de la part de la police portugaise, percevant ainsi deux salaires ! Ce qui ne semble pas autorisé. Elle est belle l'Europe !

Les unités

de combat de l'Ue
Plusieurs Etats de l'Ue ont formé le 23 mai des unités de combat susceptibles de se déployer dans les dix jours pour donner à l'Union européenne, d'ici 2007, la capacité de lancer rapidement des opérations de maintien de la paix (ou de l'ordre) partout dans le monde. Les 25 pays de l'Ue prévoient de disposer d'une dizaine d'unités de combat au sein d'une force militaire rapide comprenant 1 500 hommes capables de se déployer pour « des opérations humanitaires, de secours, de maintien de la paix et de désarmement, ou encore pour aider d'autres pays à lutter contre le terrorisme et à accroître leur propre sécurité ». La France a constitué une unité de combat avec l'Allemagne et l'Espagne. Quatre « battlegroups » comme on les nomme existaient déjà dont un de la France seule. La paix est en route !



Élaborer un projet politique dans les luttes

P. L. : L'actualité du changement de société n'est-elle pas posée ? Quelle alternative pour demain, faut-il attendre 2007 ?

A. G. : Concernant la question du changement de société, les communistes doivent être en première ligne pour prendre balle en tête la politique de la droite, contre la vie chère, pour éradiquer la pauvreté, mener la bataille de l'emploi, faire converger les luttes, créer un mouvement social et politique. C'est dans cette bataille immédiate de front qu'il faut élaborer un projet politique. Il ne faut surtout pas se mettre dans une procédure électorale de circonstance au sommet par rapport à 2007. C'est une impasse. Il faut faire des ricochets du 29 mai dans les entreprises, dans le monde du travail, dans les milieux populaires ; interdire les expulsions, les licenciements, les délocalisations, faire des propositions de relocalisations industrielles. C'est la meilleure façon de construire une alternative et de rassembler le peuple. C'est ça l'esprit du 29 mai. Le Pcf a une responsabilité particulière dans la situation. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas faire des bouts de chemin avec d'autres. Au contraire. Mais le Pcf est une force politique à part entière dans ce pays. Notre mutation aujourd'hui doit être celle-là.

H. M. : Il ne faut pas s'embarquer dans des négociations au sommet.

Constitution européenne



Le Pcf au cœur des enjeux

P. L. : C'est quand même un peu ça qui est proposé par la direction du Pcf depuis le résultat. On appelle déjà au rassemblement du Non et du Oui de gauche. Est-ce que ce résultat ne pose pourtant les bases d'un rassemblement nouveau dans lequel le Pcf prendrait toute sa place ?

F. C. : La question pour les communistes n'est pas de réconcilier les Oui et les Non de gauche. C'est de s'appuyer sur le succès du Non populaire pour transformer l'essai. Il va falloir que le peuple, dans la rue, exige que soient prises en compte ses revendications. Cela crée une situation politique nouvelle. C'est la première bonne nouvelle électorale depuis 24 ans. Un rééquilibrage au sein des forces de gauche en faveur de la gauche anti-capitaliste est enfin possible. Il est grand temps que ceux qui, à gauche, ne se sont pas accommodés du capitalisme et aspirent à une autre société, s'organisent et ouvrent une perspective politique. Il faut qu'on passe du Non au Oui à une transformation sociale. Cela passe par le développement des luttes, ça passe aussi par l'organisation d'un mouvement populaire. Il

faut faire preuve de capacité d'initiatives et d'inventions politiques. Sinon on va assister à la réapparition de toutes les petites combinaisons. La question qui est posée, c'est de s'appuyer sur ce Non populaire pour lui donner une traduction politique. Il faut qu'on réfléchisse à quelque chose comme la création d'un mouvement du 29 mai qui serait un mouvement populaire avec des comités de base. Pas pour faire disparaître les partis politiques et les organisations. Mais il faut trouver des formes de mobilisation populaire politiques. On ne veut pas laisser la mobilisation politique entre les mains des appareils et des institutions. Il faut que le peuple puisse s'approprier la politique. Il y a place pour une stratégie de convergence anti-capitaliste, populaire, démocratique, progressiste. C'est trop tôt pour voir comment se présentera 2007, mais c'est dans la capacité à faire grandir cette alternative politique que les choses vont de jouer. La gauche anti-capitaliste existe et le Pcf n'est pas la seule force. Dans cet ensemble, les communistes ont un rôle particulier à jouer : c'est de rouvrir le débat sur le socialis-

me, reposer la question de la transition. C'est cette question qu'il faut remettre en chantier. Nous avons là une responsabilité historique. Aujourd'hui la politique est soumise à l'économie. Il faut inverser la situation. L'économie doit être soumise à la souveraineté populaire. **F. H. :** Les gars n'ont pas mené la bataille électorale sur ce que disait le Parti, mais sur ce constat : « on en a marre de subir ce qui se passe, que ça vienne de l'Europe, du gouvernement ou de notre tôle ». En même temps, ils disent : « cette campagne électorale, c'est la démonstration qu'il nous faut un parti communiste, un parti qui organise le combat ». Pour eux le Parti, c'est ceux qui sont en bas, ceux avec lesquels ils vivent. La priorité n'est pas forcément de construire quelque chose de nouveau. Elle est d'investir dans la bataille politique, idéologique et organisationnelle pour permettre au Pcf d'être de nouveau un parti communiste révolutionnaire. Il faut que le parti change et qu'il prenne en compte ce que disent les travailleurs. Il faut renforcer le parti. On ne parle plus de cela au Pcf. C'est l'un des moyens

de réussir l'essai ; renforcer l'outil pour aller plus loin. **H. M. :** Le parti risque de se fondre avec tous les groupes. On n'affirme pas assez le parti en tant que tel. On recherche à chaque fois les points d'entente. Il faut les chercher, mais aussi affirmer notre position en tant que communiste. Sinon, il y a un risque de disparition du Pcf. **F. C. :** Il y a effectivement les potentialités de renforcer le parti. Dans la gauche, c'est le seul qui puisse être le porte parole populaire : c'est le seul qui a, dans son histoire et ses traditions, même s'il l'a oublié, l'héritage de l'attachement à la souveraineté nationale. Il y a vraiment une carte à jouer pour le Pcf. Mais ce n'est pas contradictoire avec le fait de travailler à un rassemblement large, progressiste, alternatif, révolutionnaire. Seuls on ne peut pas. La stratégie de l'union est aussi un des acquis de l'histoire des communistes français. Aujourd'hui la question c'est de passer de la critique des dégâts de l'ultra libéralisme à quelle alternative à la mondialisation capitaliste. Cela nécessite un rassemblement très large parce que il y a des sentiments anticapita-

listes, révolutionnaires diffus dans la population. Les communistes devraient être le pilier de ce rassemblement de la gauche formatrice. **A. G. :** Nous ne sommes pas forcément en désaccord, mais sur une recherche de réponses politiques. L'idée, c'est l'union dans les luttes, l'union populaire, le mouvement le plus large. C'est un concept, une démarche. Dans cette démarche d'union, l'identité communiste doit vivre en tant que telle, à la fois sans corseter, mais en ayant son originalité. Cette réflexion est au cœur de l'actualité. Cette démarche ne peut fonctionner que s'il n'y a pas de sommet. Cela ne veut pas dire qu'il faut s'en désintéresser, mais ce qui doit primer c'est cette démarche. **F. H. :** L'union n'aura pas de contenu réel s'il n'y a pas un vrai parti communiste. La volonté et la possibilité de changement ne se créent pas spontanément. Elles se créent par l'apport d'un mouvement communiste qui permet de consolider les acquis. Le parti communiste est vraiment une question essentielle.

EN BREF

« Reclassement » chez Lycos
 La direction de Lycos France qui prépare le transfert à l'étranger de certains de ses services à proposé un reclassement en Arménie pour un salaire de 350 euros par mois alors que le salaire d'un développeur en France tourne autour de 2 500 à 3 000 euros par mois. Lycos est un des précurseurs d'Internet aux Usa.
 « Cette décision devrait conduire à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi », dont l'objectif est « de réduire les coûts » osait affirmer l'entreprise.

Les chômeurs aux enchères
 Un site allemand « jobdum-ping.de » qui propose aux chômeurs de trouver une emploi selon un système de course au plus bas salaires devrait faire ses débuts en France en août ou septembre prochain. Le système consiste à faire qu'un employeur propose un travail (genre petits boulots) en fixant un salaire maximum. Les chômeurs proposent alors des enchères à la baisse et c'est celui qui demande le moins qui a gagné. Ce procédé est une très grave atteinte au droit du travail et à la dignité humaine. Nous ne devons pas le laisser s'installer en France.

Le plus grand champ d'Ogm
 25 ha de maïs transgénique, soit près de la moitié des cultures génétiquement modifiées de France, vont être cultivés dans le Puy de Dôme, faisant de ce département le plus grand champ d'Ogm de France. Le laboratoire Meristem thérapeutique a été autorisé à faire des essais de production d'Ogm à Issoire et dans quatre communes proches. Le maire socialiste de Nonette, à qui on a expliqué qu'il n'avait rien à dire a organisé un réunion avec le patron de l'entreprise et un militant anti-Ogm de laquelle il n'est pas sorti grand chose.

Journée de l'esclavage
 Plus d'un millier de personnes originaires d'outre-mer et d'Afrique se sont rassemblés le 23 mai pour rendre hommage et se recueillir sur les victimes de l'esclavage. Ils demandent que cette journée devienne « journée nationale du souvenir ». Depuis 2001, la traite et l'esclavage sont reconnus comme crime contre l'humanité par la France.

Mobilisation des chercheurs
 Les chercheurs restent mobilisés. Le 20 mai, ils manifestaient à 4 000 pour défendre l'avenir de la recherche dénonçant l'absence d'engagements, notamment budgétaires, de la part du gouvernement. « Le gouvernement refuse de s'engager sur une programmation pluriannuelle des postes et des moyens » faisait remarquer le syndicat Sntsr-Cgt et le SnesSup-Fsu.

Pique-nique solidaire
 Le 17 juin de 18 h à 21 h, place Verdun à Lyon, un pique-nique solidaire et festif était organisé pour dénoncer les déclarations et les mesures honteuses annoncées par de Villepin peut avant le référendum contre les sans-papiers et les demandeurs d'asile. La place de Verdun se trouve face à la Préfecture.

Sans papiers 70 jours de lutte

De nombreux Sans-papiers ne sont toujours pas régularisés. Le 9^e collectif des Sans-papiers est mobilisé malgré les difficultés rencontrées pour que le droit humain de vivre soit respecté.

Le 9^e Collectif des Sans-papiers, créé en 1999 suite à l'afflux des déboutés de la circulaire Chevènement, regroupe 25 nationalités (célibataires, mariés, avec et sans enfants). La lutte s'articule autour de deux axes, juridique et politique. L'objectif est la régularisation des Sans-papiers, travailleurs exploités, méprisés et traqués qui luttent pour pouvoir vivre dignement. Le 12 janvier, le 9^e Collectif des Sans-papiers interpella la Fédération de Seine-Saint-Denis du Parti socialiste afin qu'elle intervienne auprès de M. Cordet, préfet de la Seine-Saint-Denis, proche du Ps, afin de traiter les dossiers bloqués depuis des mois. Réponse de la Préfecture et des responsables du Ps (93) : gazage, hospitalisation d'enfants, 7 arrestations. Mais vingt jours plus tard, le combat et la détermination du 9^e permettaient de sortir les Sans-papiers des Centres de rétention.

Mutisme et mépris des autorités

Ne cédant pas aux intimidations, le 9^e continuait la lutte. Le 4 mars, face au danger où se trouvaient les enfants des Sans-papiers arrêtés à la sortie de l'école pour les diriger avec leurs parents dans les centres de rétention en vue de les expulser, le Collectif demande le soutien et la protection de l'Unicef, organisation interna-

tionale qui « défend » l'enfance dans 158 pays. Mais l'Unicef refuse de s'intéresser au sort des familles Sans-papiers. Le 7 mars, le 9^e Collectif est cependant reçu par M. de Crone, directeur du service des étrangers de la préfecture de Paris, qui promet de donner une réponse le soir même. On l'attend encore. Après 14 jours à l'Unicef, malgré les rassemblements, une pétition de 3 000 signatures, de multiples relances auprès de la préfecture, les autorités n'opposent que mutisme et mépris. La situation restant bloquée, le 17 mars à 17 h. douze Sans-papiers prennent la décision individuelle et grave d'entamer une grève de la faim. Au fil des jours, associations, élus, citoyens et Mgr. Gaillot interpellent de Villepin et Mutz, préfet de police qui



Photo Patricia Lamour

font la sourde oreille : les employés de l'État ne sont là que faire appliquer la politique arbitraire et répressive du gouvernement. Au bout de 47 jours et au 33^e



Photo Patricia Lamour

jour de grève de la faim, Gilles Paillard, Dg de l'Unicef, alors qu'il avait donné sa parole de ne jamais faire évacuer les Sans-papiers, fait intervenir 200 gardes mobiles à 7 h 24 du matin. Évacuation très violente et grévistes dispersés par les pompiers dans des hôpitaux parisiens. Le soir même, retour des grévistes et poursuite du combat à la Bourse du travail, haut lieu symbolique des luttes. Le 9^e Collectif demande le soutien et la médiation des forces syndicales, en multipliant en vain les interpellations auprès des ministres.

La lutte continue

Au 47^e jour de grève de la faim, sur ordre du préfet, une évacuation « sanitaire » très mouvementée se produit le 3 mai à 8 h du matin à la Bourse du travail. Les grévistes, sortis par la force, sont dirigés vers trois hôpitaux de la région

parisienne. Ils ne cèdent pas à l'intimidation décident de continuer leur lutte. Le 5 mai, Mutz reçoit enfin une délégation et le lendemain les 12 grévistes sont régularisés. Le Collectif ne compte pas en tester là : « Hélas, les dossiers des camarades en action depuis 70 jours sont toujours en cours d'examen. Après cette amère victoire, les confédérations syndicales nous ont priés de quitter ce lieu symbolique de la Bourse du travail. À l'heure où l'Espagne régularise la situation de 700 000 personnes, il a fallu attendre 51 jours pour la France accorde des papiers à 12 grévistes de la faim ! Nous ne céderons pas. Malgré l'intimidation et l'arbitraire du gouvernement, le 9^e Collectif continuera la lutte pour la régularisation de tous les Sans-papiers. »

Jean-Pierre Bastid

Chronique d'une révolte annoncée Les lycéens

Toute révolte commence par une rébellion de la jeunesse et se poursuit par une répression sauvage.



Document DR

Une affiche historique que l'on croyait d'un autre temps révolutionnaire...

Le premier acte d'une pièce cent fois jouée, mais qui soulève toujours autant d'espoirs, puis d'indignation quand les bidules furieux s'abattent sur des visages étonnés d'adolescents. Un levé de rideau auquel nous assistons une nouvelle fois, riche de promesses et de menaces. Le 8 mars dernier, 8 000 lycéens manifestent à Paris contre ce qui n'est encore qu'un énième projet de loi initié par un gouvernement de droite pour laminer l'enseignement public. L'ambiance est festive. Nous avons tous connu cela. Pendant ce temps, des petits

groupes de casseurs remontent les boulevards de la rive gauche au nez et à la barbe des renseignements généraux et des Crs sans que ces spécialistes du maintien de l'ordre ne trouvent rien à redire. La suite ne fait pas de doute. Les troubles s'en prennent aux manifestants en toute impunité, brisant un mouvement qui menaçait la quiétude du ci-devant Fillon. A Lille, le matin du 7 avril, les Crs chargent jeunes gens et jeunes filles assis devant la préfecture sans aucune raison valable sous le feu des caméras de télévision qui retransmettent les images des robo-

cops piétinant de leurs rangs des gamins de quinze ans. Protestations, commissions d'enquête : l'essentiel n'est pas là. En descendant dans la rue pour contester le mépris que le pouvoir affiche à leur encontre, les élèves des lycées et collèges se sont fait les portes-voix d'une France chauffée à blanc par la misère, l'absence de futur, l'orgueil des nantis. En répondant par une violence illégale et aveugle, le gouvernement et ses institutions qui osent encore se prétendre républicaines avouent leur impuissance à s'adapter, à répondre aux attentes les plus élémentaires des citoyens. D'un côté, l'honneur de la révolte; de l'autre la honte d'une répression imbécile contre des enfants. Rideau sur le premier acte. À suivre.

Marc Viellard

Communistes

Le congrès de la renaissance communiste

André Gerin, député-maire de Vénissieux lançait dès avril dernier (voir *Le Manifeste* n°14) l'idée que le 33^e congrès du Parti communiste français, qui doit se tenir en 2006, soit celui de la renaissance communiste*. Nous revenons sur le document qui commence à circuler parmi les communistes et qui place au centre l'existence d'un parti communiste fort, révolutionnaire et souverain.

« J'ai pu vérifier l'exigence qui monte au niveau de l'ensemble des communistes de la volonté que le Parti communiste retrouve ses couleurs. Le Parti communiste

d'aller à la rencontre des tous les adhérents qui sont restés sur le bord du chemin. Il définit son texte *Le Congrès de la renaissance communiste* comme « une contribution au débat politique entre communistes et tous ceux qui s'intéressent à l'existence du Pcf sans tabou, sans fard, carte sur table, pour décider d'affermir la force révolutionnaire ». Et de poursuivre « Ouvrons un grand débat de fond, au grand jour. Le Parti communiste du XXI^e siècle aux couleurs du peuple de France est à reconstruire ». Et pour cela il est nécessaire de débattre sans complaisance pour rassembler, construire l'unité des communistes dans l'action avec une direction représentative.

La passion française du communisme

André Gerin insiste sur l'idée que « faire émerger une alternative politique, c'est mettre au centre de la bataille la primauté de la souveraineté populaire ». Pour cela il faut poser la question de la place, du rôle et de l'influence du Pcf. « Rien n'est écrit d'avance, lance-t-il. Le Pcf doit retrouver une première place dans la vie politique de la France pour devancer le Ps. Il est impératif d'élaborer des propositions, de présenter un programme avec des objectifs sociaux, économiques, politiques, culturels, de construire un processus révolutionnaire inédit dans un pays capitaliste développé comme la France ».

« Il faut, dit-il, affirmer ce choix historique : « communisme contre capitalisme ». On ne peut pas changer la vie sans changer la société, ce qui doit amener le Pcf à « mener un combat sans merci contre la capitalisme ». Et dans ce sens, la question de la force du courant révolutionnaire est décisive. « Nous avons tout à perdre à considérer que le Ps est incontournable, que nous devrions nous minorer, perdre notre distinction, notre autonomie de structure, notre identité et renoncer finalement même à reconstruire l'organisation du Pcf, influente et enracinée ». Il faut se placer dans la perspective du changement de société et sortir d'une posture trop institutionnelle. « Soyons libres de nos mouvements, sans être contraints, conditionnés, obnubilés par les alliances politiciennes... Redonnons de la grandeur à la politique, défendons l'éthique, un sens profond de l'exigence de l'intérêt général en se ressourçant aux valeurs progressistes et révolutionnaires » insiste encore le document. *Nous devons prétendre à redevenir le premier parti de France... Désignons un candidat avec l'objectif qu'il soit présent au deuxième tour. Cela peut décoiffer, surprendre, étonner. Notre combat est à ce prix ».* Et d'affirmer que « l'idée même du communisme est vivace. La passion française du communisme garde une force considérable. La perspective d'une société sans classe peut redevenir une idée neuve... La perspective du communisme, nous devons la traiter comme une référence au quotidien qui traverse de bout en bout notre programme, nos propositions, nos méthodes, notre organisation, notre idéal, nos valeurs ».

Parlons-en

En conclusion, André Gerin lance un appel : « Le Pcf peut redevenir la force politique capable d'apporter des réponses d'avenir à la

France, le Parti communiste du XXI^e siècle, en renouant avec la classe ouvrière, le monde du travail et les milieux populaires. ». Certes, ce document n'est pas, à proprement parlé, un projet de résolution. Toutes les questions qui se posent aujourd'hui aux communistes ne sont pas abordées comme, par exemple, celle des alliances à définir ou celle de la nécessité de l'internationalisme. Mais il a le mérite de réaffirmer quelques principes communistes que certains ont eu tendance à oublier dans les dernières années et de poser les questions de l'enjeu de la construction d'une autre société. La vocation d'un Parti communiste n'est pas de se fondre dans un jeu d'alliances politiciennes dans lequel il perd sa raison d'être. Nous avons besoin d'un idéal, d'une utopie pour construire avec le peuple une société nouvelle. Le document invite à un rassemblement des communistes quelques soient leurs options pour un vrai débat sur les choix stratégiques du Pcf, pour aller à la reconquête du communisme. Ces propositions ne sont d'ailleurs pas gravées dans le marbre et le document lance le débat : « Ces réflexions ont vocation à être critiquées, contestées, complétées ». Ne nous en privons pas. La discussion a déjà commencé. Discuter franchement, sans a priori, sans se coller des étiquettes, avec respect, écoute et volonté de construire ensemble est sans doute ce qui a manqué le plus au Pcf ces dernières années. La victoire du Non à la constitution européenne actualise encore plus le propos du document et la nécessité du débat.

Patricia Latour

* Consulter sur le site <http://www.andre-gerin-deputé.net/>



Photo Patricia Latour

doit retrouver une jeunesse révolutionnaire » témoignait André Gerin, dans sa conférence de presse du 5 avril dernier. Comment répondre aux ravages de la société actuelle. D'un côté une France de la misère, de la désespérance avec des millions de gens qui sont en situation de paupérisation notamment des jeunes. De l'autre une France de l'opulence, de l'insolence ».

Carte sur table

Le document qu'il vient de publier affirme d'emblée une évidence – ou du moins ce qui devrait en être une et qui en a parfois pris un coup dans l'aile-, « C'est aux communistes, aux adhérents, aux militants de reprendre en main l'avenir du Pcf ». Partant de la diversité qui existe au sein du Pcf, André Gerin affirme que les communistes souhaitent majoritairement « voir leur parti exister » et propose

EN MARGE !

Cébé licencie
Le président du directoire de Cébé, fabricant de lunettes, a annoncé la suppression de 25 à 40 emplois sur les 110 que compte le site de Frasnay dans le Doubs. La fabrication de lunettes solaires sera sous-traitée en Chine, la réalisation de masques solaires restant à Frasnay. Pour combien de temps ? Cébé a été racheté en 1999 par le groupe italien d'optique Marcolin qui a également racheté la firme étatsunienne Us Creative optic mais visiblement pas pour développer l'emploi en France !

Restructuration chez Ibm

Les syndicats d'Ibm en Europe, aux Usa et au Japon se sont mobilisés le 23 mai pour une journée internationale d'action contre le plan de restructuration du groupe américain qui prévoit pas moins de 13 000 suppressions d'emplois dans le monde sur 329 000. En France, un milliers d'emplois seraient menacés sur 11 000. C'est en France que la mobilisation a été la plus forte. Ibm a affiché 1,4 milliard de dollars de bénéfice au premier trimestre 2005.

Plan « social » à Isochem

Le site de l'entreprise chimique Isochem de Toulouse, filiale de la Snpe (ex-société nationale des poudres et explosifs) va supprimer 97 emplois au lieu des 103 prévus sur 181. Les salariés avaient observé une grève quasi générale pendant un mois, ils ont repris le travail le 20 mai. « Nous avons obtenu des avancées sur le volet social, notamment au niveau des indemnités de départ, plus importantes qu'en 2002. Mais sur le volet industriel nous sommes plus amers » affirmait Stéphane Galiay, secrétaire de la Cgt, syndicat majoritaire dans l'entreprise ; l'entreprise avait déjà supprimé plus de 400 emplois à la suite de l'explosion de l'usine voisine Azf en septembre 2001.

Indemnités cossues

Daniel Bernard vient de quitter la direction de Carrefour avec une indemnité de 38,8 millions d'euros alors que les salariés ne réclament qu'une augmentation de 50 euros bruts mensuels. Ce n'est pas une nouveauté. En février 2005, Serge Weinberg quitte la Redoute avec 6,3 millions d'euros et une retraite complémentaire dont on ne connaît pas le montant. En Mars 2004, Igor Landau part d'Aventis avec 10,5 millions d'euros, des stoks-options et d'autres primes. En décembre 2003, Jean-Pierre Rodier touche 10,5 millions d'euros de Péchiney, quant au pauvre Pierre Lescure, il quitte Canal+ avec seulement 2,9 millions. A eux cinq, ils ont touché les salaires de 2 000 personnes au Smic !

Pas bon la prison

La moitié des détenus français souffriraient de troubles psychologiques ou psychiatriques. Près de 60 000 détenus sont derrière les barreaux pour 45 000 places. Selon l'Inpes (Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) ils seraient « 40 % à souffrir de dépression, 33 % d'anxiété généralisée, 20 % de névrose traumatique ». Les structures de santé existantes sont notoirement insuffisantes et rien de plus n'est prévu avant... 2007. En attendant, il faudra faire avec !

Eau

Un enjeu économique et politique majeur

« ÇÀ COULE DE SOURCE... »

Les consommateurs d'eau
Quelques exemples de consommation dans le monde, en litre et par personne : 700 aux États-Unis, 260 en Israël, 200 en Europe, 70 en Palestine, 30 en Afrique, 20 en Haïti.

Première cause de mortalité infantile
3,5 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à des services sanitaires et ne bénéficient d'aucun traitement des eaux usées. La situation est particulièrement alarmante en Afrique où 50 % de la population est affectée par des pathologies associées à l'eau. 14 000 personnes meurent chaque jour du manque d'eau. 3 à 4 millions d'enfants de moins de douze ans sont concernés, c'est la première cause de mortalité infantile, soit un enfant toutes les huit secondes.



Photo DK

Les réserves d'eau
Les réserves d'eau renouvelables et disponibles par habitant sur la planète, étaient évaluées par le Secrétariat international de l'eau à 17 000 m³ vers 1950. En 2000, elles étaient de 7 500 m³, en 2025 elles ne seraient plus que de 5 000 m³ et dès 2030, la demande en eau pourrait dépasser l'offre, exacerbant inégalités et conflits puisque aujourd'hui, plusieurs milliards n'y ont déjà pas accès.

Demande de plus de 600 %
En 100 ans, la consommation d'eau pour les usages industriels a été multipliée par 30. 12 % de la population concentrée dans les pays développés utilisent 85 % de la ressource. D'ici 2025, la planète devrait compter quelques 8 milliards d'habitants, la demande en eau augmenterait de 600 % (en deux décennies). Or, la quantité d'eau disponible par habitant a été réduite de 50 % entre 1950 et 2000.

Grands réservoirs en km³
Océans : 1 340 000 000
Glaciers : 24 000 000
Eaux souterraines : 60 000 000
Eaux continentales de surface
- Lacs et grands réservoirs : 176 400
- Cours d'eau : 2 120
Atmosphère : 13 000
Eau biologique : 1 120
Total de l'hydrosphère : 1 424 192 640

Consommation
Destinations des prélèvements d'eau douce :
- 70 % sont utilisés par l'agriculture,
- 20 % par l'industrie,
- 10 % vont aux ménages.

« Or bleu », « pétrole du XXI^e siècle », les termes utilisés pour qualifier l'eau, ressource indispensable à la vie, non substituable et, qui plus est, existant en quantité limitée, donnent la mesure des enjeux qui s'y rattachent. Journée mondiale de l'eau, articles de presse, organismes internationaux et sommets mondiaux se multiplient sur le registre du catastrophisme pour tenter d'imposer le « marché » qui, seul, pourrait régler « les gaspillages annonceurs de pénuries ».

La population mondiale a été multipliée par trois au cours du siècle dernier, la demande en eau a été multipliée par sept et la surface des terres irriguées par six. La répartition très inégale de l'eau en fait un enjeu géopolitique. Le capitalisme mondial veut s'accaparer cette richesse naturelle. L'eau douce ne représente que 2,5 % de la ressource disponible. Or, les deux tiers de ces 2,5 % sont concentrés dans les glaciers et la couverture neigeuse. Le tiers restant est enfoui dans des nappes souterraines diversément accessibles. 60 % des terres émergées sont en état de pénurie. Aujourd'hui 1,5 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, soit une personne sur quatre dans le monde.

Enjeu géopolitique, source de conflits

Selon l'Unesco, d'ici 2025, près de 50 % de la population mondiale serait dans une situation de « stress hydrique », c'est-à-dire en manque d'eau par rapport au minimum vital. Aussi, l'eau apparaît-elle comme un enjeu géopolitique majeur. L'eau est une cause essentielle de la guerre au Proche-Orient. Israël, dans le cadre de sa politique colonialiste, dispute

notamment à la Jordanie les eaux du Jourdain et contrôle, par ailleurs, le Golan réserve naturelle de la Syrie et du Liban. Israël dépend, à hauteur de 2/3 de son approvisionnement, des territoires occupés en 1967 : la bande de Gaza, la Cisjordanie et le Golan syrien. Le différend demeure au cœur des négociations de paix ouvertes en 1993. Les colonies israéliennes de Cisjordanie, aujourd'hui, disposent d'eau douce



Photo Patrick Mord

seront dues aussi à des « stress hydriques », « les réfugiés de l'eau » comme le sont des millions de Brésiliens soumis aux stratégies des latifundistes.

Le capital assoiffé

Le système capitaliste et les transnationales ne se trompent pas. En imposant la privatisation de l'eau (par l'intermédiaire du Fmi, de la Banque mondiale ou encore des régle-

mentations de l'Omc) et de tous les services qui lui sont liés, il recherche une source de profits dans la « marchandisation » d'une ressource vitale.

La promotion du modèle de gestion de l'eau en France est au cœur des débats sur l'eau dans le monde. Pour les grands industriels qui la distribuent et l'assainissent, l'eau représente l'un des principaux marchés du XXI^e siècle. En France, la « gestion déléguée » à des entreprises privées représente plus de 75 % de la distribution d'eau potable en nombre d'utilisateurs et plus de 35 % de l'assainissement. Une singularité ! Dans le reste du monde, seuls 5 % du marché de l'eau sont confiés à ce fameux partenariat public-privé. Trois compagnies assurent la gestion déléguée du service des eaux et alimentent 50 % des communes et 70 % des Français. Actuellement, les deux majors Vivendi et Suez-Ondeo occupent une place prépondérante sur les marchés national et international, Bouygues également en étant implanté dans 80 pays et notamment en Afrique.

La privatisation des services de l'eau s'articule avec un autre processus, celui de l'intégration de tous les secteurs de l'eau dans le cadre d'une lutte pour l'hégémonie à l'échelle mondiale. Les secteurs concernés sont ceux de l'eau potable, de l'eau en bouteille, des boissons gazeuses et du traitement des eaux usées. Chacun d'entre eux a, pour l'instant, ses acteurs, ses métiers, ses marchés, ses luttes pour le leadership. Mais une mutation radicale est en cours, avec l'émergence de conglomérats « multi-utilités » s'inscrivant dans la mondialisation capitaliste.

L'eau n'est pas une marchandise, c'est un élément vital irremplaçable. La loi du marché et de la sacro-sainte concurrence du système capitaliste ne doit pas s'appliquer à l'eau. Cette logique exacerbe, à l'évidence, la contradiction entre appropriation privée et socialisation d'une ressource naturelle vitale et limitée. Elle s'oppose aux principes de la satisfaction des besoins collectifs dans un cadre d'égalité pour tous.

L'eau doit relever du domaine de la maîtrise publique dans le cadre d'un service public national garantissant le droit à l'eau que ce soit en terme de qualité ou de quantité. Et tout d'abord en France où émergent des combats pour une réappropriation collective nouvelle.

Jocelyne Hacquemand

Ventes à la découpe

ÇA S'PASSE ICI...

Un toit, c'est tout

Depuis quelques mois, presse écrite, radio, télévision ne cessent de parler du scandale des « ventes à la découpe ». Si ce système était réellement réglementé, il constituerait pourtant un bon outil d'accession sociale. Il sert aujourd'hui à éliminer les plus faibles.

Le mécanisme de la vente à la découpe qui existe depuis le milieu des années 50, qui a été maintes fois dénoncé par des associations de locataires sans que les médias s'y intéressent, est aujourd'hui sous les feux de l'actualité. Probablement est-ce parce qu'il touche des locataires aisés des « beaux quartiers », dont deux anciens ministres, qui viennent d'être eux aussi rattrapés par les « lois du marché ». Ils se trouvent à leur tour confrontés à la politique spéculative d'opérateurs anglo-saxons* et d'institutionnels français, et malgré leurs moyens financiers élevés, faute de pouvoir acheter leurs logements, obligés de quitter ceux-ci pour laisser la place à plus riches qu'eux.

Les textes sont insuffisants

Il s'agit là d'un dispositif de mise en copropriété, généralement effectué par des professionnels dénommés « marchands de biens », d'immeubles jusque là détenus par un seul propriétaire : en quelque sorte, le grossiste vend le bâtiment au détail. Les occupants ont alors le choix entre acheter le logement qu'ils louent, avec une légère décote, ou libérer les lieux. Dans près des trois quarts des cas, faute de moyens financiers, c'est ce qu'ils sont amenés à faire actuellement compte tenu de la hausse des prix. Plusieurs associations de défense des locataires se sont créées : en vain. Quelques mesures de protection ont été prises en début d'année qui concernent les invalides, les handicapés, les personnes de plus de 70 ans, celles ayant un revenu inférieur à 6 300 euros par mois... Le texte jugé insuffisant n'a pas été signé par les principales associations de locataires, dont la Cnl (Confédération nationale du logement). Pour autant, ce montage est-il à condamner ? Sûrement pas. Il a permis de réhabiliter des immeubles anciens en mauvais état, de les remettre aux normes en vigueur, et à nombre d'acheteurs dont une fraction de locataires de devenir propriétaires, ce qu'ils n'auraient pas pu faire dans le parc neuf, compte tenu des prix beau-

J'vous en mets combien de tranches ?

coup plus élevés. Les ventes par appartements représentent 15 % du marché. Il ne s'agit donc pas d'un problème marginal. Ce n'est pas le dispositif en soi qui est mauvais, mais ce qu'en ont fait les spéculateurs actuels, fonds de pension américains, mais également institutionnels français et, avant eux, des marchands de biens peu scrupuleux.

Bien réglementé : un excellent outil d'accession sociale

Dans le cadre d'une nécessaire réforme, trois points seraient à considérer : Les évictions. Globalement, la marge finale de l'opérateur est d'autant plus grande que les surfaces libres de l'immeuble sont importantes au lancement de l'opération. Certains d'entre eux n'hésitent pas sur les moyens pour exercer des pressions sur les locataires les plus vulnérables, comme les sans-papiers par exemple, et les déloger dans des conditions inacceptables avant l'échéance de leur bail. Cette phase de l'opération devrait être strictement contrôlée, de manière à ce que les plus faibles et les plus fragiles ne soient pas abusés. La protection des locataires. Lors des opérations de réhabilitation, les locataires sont le

plus souvent dans l'incapacité d'acheter leur logement, auquel cas ils se voient opposer un congé pour vente. Qui plus est, leur départ valorise les lieux, un logement libre valant plus cher qu'un logement occupé. Là encore, cette procédure inique doit être revue, les locataires sécurisés en disposant dans ce cas de baux de longue durée, le temps de pouvoir prendre des dispositions. La qualité des travaux. Dans le passé, nombre de marchands de biens ont fait des sur-profits en ne réalisant que des travaux d'embellissement ne relevant ni de permis travaux, ni de permis de construire, et en grugeant leurs acheteurs qui ont dû faire face ensuite à des frais importants pour des travaux qui auraient dû être réalisés dans

le cadre de la rénovation initiale. Pour remédier à ce problème, il devrait être indispensable que ce type d'opération fasse obligatoirement l'objet d'un « permis de mise en copropriété » comportant un volet technique, et un autre de concertation avec les locataires en place. Car bien réglementé, le dispositif de vente à la découpe



Duralex
en redressement
Le fabricant de verrerie de table Duralex qui emploie 500 per-

sonnes dans la Loire et le Loiret a été placé en redressement judiciaire. L'entreprise réputée pour la solidité de son verre a été créée en 1930 par Saint-Gobain. Les salariés n'ont touché qu'une partie de leur salaire en mai.

Trois sites Schneider fermés
Le groupe Schneider Electric annonce la fermeture de trois sites en France : Pacysur-Eure (Eure) et Grenoble (Isère) devraient fermer fin 2006, à Angoulême, deux usines du groupe devraient être réunies en une seule. 730 emplois sont concernés. L'entreprise emploie 85 000 personnes dans 130 pays dont 2 000 en France. Son chiffre d'affaire a progressé de 6,5 % au premier trimestre 2005.

Telecom, + 6 %
À peine passé le référendum, le gouvernement a annoncé la cession de 6 % du capital de l'opérateur France Telecom. Cette part pourra être portée à 8 % selon la demande exprimée par le ministre des Finances, Thierry Breton. L'État ne détiendra plus alors qu'entre 33 et 35 % du capital.

200 000 euros de dommages-intérêts
Bouygues Telecom vient de demander au tribunal de grande instance de Paris de condamner un militant opposé aux antennes-relais à lui payer 200 000 euros de dommages-intérêts pour des propos diffamatoires. Étienne Cendrier, porte-parole des l'association Robin des toits qui lutte contre l'implantation abusive d'antennes relais des opérateurs de téléphonie mobile aurait critiqué la charte signée par les opérateurs de téléphonie mobile et la ville de Paris, notamment sur le volet de la mise en place de contrôles réguliers des puissances d'antennes. Jugement attendu le 27 juin. Mais M. Cendrier est également poursuivi par deux autres opérateurs pour les mêmes raisons, Sfr et Orange. Ne vous avisez pas de critiquer le grand capital !

pourrait permettre de dégager un équilibre correct entre propriétaires, opérateurs, locataires, acheteurs et investisseurs privés, et la spéculation empêchée, constituer un excellent outil d'accession sociale.

Louis Alexandre

* On pourrait d'ailleurs s'interroger sur la manière dont les opérateurs anglo-saxons sont devenus propriétaires d'actifs considérables au début des années 90. Qui leur a vendu ? Et à quelles conditions ? On y retrouverait pour commencer le Crédit Lyonnais, dont le sauvetage a été financé par les contribuables français...

CE N'EST PAS
SI LOIN...

Prisonniers torturés
Après Abou Ghraïb et Guantanamo, la révélation de sévices infligés aux prisonniers en Afghanistan vient confirmer l'utilisation de toutes formes de torture par le gouvernement états-unien à l'égard des prisonniers soupçonnés de « terrorisme ». Hamid Karzaï, mis en place par les Usa en Afghanistan, a protesté pour la forme ajoutant aussitôt : « *Les gens des États-Unis sont des gens très gentils, c'est seulement un ou eux individus qui sont mauvais, et de tels individus existent dans toute armée, dans toute société, partout, y compris en Afghanistan* ». On en attendait pas moins de ce valet des Usa. Qu'il nous explique donc pourquoi le pratiques sont les mêmes dans toutes les bases américaines au quatre coins du monde.

Accord
Usa-Afghanistan
George Bush et Hamid Karzaï ont signé un accord de partenariat prévoyant notamment le maintien à long terme de troupes américaines en Afghanistan. L'accord précise : « *Il est entendu que, pour réaliser les objectifs, les forces militaires américaines opérant en Afghanistan continueront d'avoir accès à la base aérienne de Bagram et à ses installations* ». Cette base est la plus importante du contingent états-unien d'environ 16 000 hommes déployés en Afghanistan dans le cadre de l'opération « Liberté immuable » (tout un programme !). L'accord prévoit également que « *les forces américaines et de la coalition internationale continueront d'avoir toute liberté d'action pour conduire les opérations militaires jugées appropriées sur la base de consultations et de procédures fixées au préalable* ». J'y suis, j'y reste pour mon plus grand profit !

Solidarité
avec Hussam Khader
Hussam Khader, membre du Conseil législatif palestinien, élu de Naplouse a été arrêté par les forces d'occupation israéliennes le 17 mars 2005. Khader est le fondateur de l'Association pour la défense des droits des réfugiés palestiniens. Après une année passée en isolement, ses conditions de détention sont déplorables. Il est avec Marwan Barghouti, le second membre du Conseil législatif palestinien détenu dans les prisons israéliennes. Un appel international a été lancé pour sa libération immédiate (j.p.barrois@wanadoo.fr).

Sauver la biodiversité
Un rapport commandé par l'Onu rassemblant les travaux de 1 300 chercheurs affirme que des efforts « sans précédents » seront nécessaires pour enrayer d'ici 2010 le déclin de la diversité biologique sur la planète. Selon ce rapport publié à Montréal à la mi-mai, « *en 2010, soit la planète aura conservé une partie appréciable de sa diversité biologique, soit elle aura été relativement homogénéisée et ne contiendra que de faibles niveaux de diversité* ». Au banc des accusés, la surexploitation des ressources naturelles et la croissante demande de pétrole et de gaz naturel cause de pollution atmosphérique qui « *contribue à accroître la pression exercée sur les écosystèmes et la diversité biologique* ».

la conférence de Bandung Il y a 50 ans

En avril 1955, une trentaine de pays asiatiques et africains décident de se réunir à Bandung. Cela marque l'entrée du Tiers-Monde sur la scène internationale. Qu'en est-il aujourd'hui de la solidarité des pays du sud. Rémy Herrera, chercheur au Cnrs et enseignant à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne a rencontré l'économiste égyptien Samir Amin, animateur du Forum mondial du Tiers-Monde.



Il y a 50 ans, en 1955, les chefs d'États des pays d'Asie et d'Afrique ayant reconquis leur indépendance politique se réunissaient pour la première fois à Bandung. Quel était leur projet commun ?

Samir Amin : Les leaders asiatiques et africains réunis à Bandung étaient loin d'être identiques les uns aux autres ; leurs courants idéologiques, leurs visions de l'avenir de la société à (re)construire et de ses rapports à l'Occident. Mais, un projet commun les rapprochait et donnait un sens à leur réunion. À leur programme figurait l'achèvement de la décolonisation politique de l'Asie et de l'Afrique. Ils entendaient tous que l'indépendance politique reconquise n'était que le moyen, la fin étant la conquête de la libération économique, sociale et culturelle. Deux visions les départageaient : il y avait l'opinion majoritaire de ceux qui pensaient le développement possible dans l'indépendance au sein de l'économie mondiale, et celle des leaders communistes qui pensaient que sortir du camp capitaliste conduirait à reconstruire – avec, sinon derrière, l'URSS – un camp socialiste mondial. Même les leaders du Tiers-Monde capitaliste qui n'envisageaient pas de « sortir du système » pensaient que l'édification d'une société indépendante impliquait un certain degré de « conflit » avec l'Occident dominant. L'aile radicale estimait devoir mettre un terme au contrôle de l'économie nationale par le capital des monopoles étrangers. De surcroît, ils refusaient

d'entrer dans le jeu militaire planétaire et de servir de base à l'encercllement des pays socialistes que l'hégémonie états-unienne tentait d'imposer. Mais, ils pensaient aussi que refuser l'insertion dans le camp militaire atlantiste n'impliquait pas qu'il soit nécessaire de se placer sous la protection de l'URSS. D'où le « non-alignement », sorti de l'esprit de Bandung.

Existe-t-il toujours aujourd'hui une solidarité des pays du Sud ?

SA : La solidarité des pays du Sud, qui s'était exprimée avec force de Bandung, à Cancun (1981), aux plans politique – non-alignement – et économique – positions du Groupe des 77 (l'alliance du Tiers-Monde) à l'Onu –, paraît ne plus exister. L'intégration des pays du Sud, mise en œuvre par les institutions internationales (Omc, Banque mondiale et Fmi) est sans doute en partie responsable de l'affaiblissement des 77, de la Tricontinentale (qui n'existe plus) et du Mouvement des non-alignés. Ce dernier donne néanmoins des signes d'une renaissance possible, et c'est par l'angle de la politique que s'amorce la prise de conscience. L'arrogance des États-Unis et la mise en œuvre de leur projet de « contrôle militaire de la planète » par la fabrication sans fin de guerres planifiées et décidées unilatéralement par Washington, sont à l'origine de la prise de position forte du récent sommet des Non-alignés, à Kuala Lumpur, en février 2003. Les Non-alignés y ont condamné la stratégie impérialiste états-unienne. Les pays du Sud

prennent conscience à la fois que la gestion mondialisée néo-libérale n'a rien à leur offrir et que, pour cela, elle est appelée à recourir à la violence militaire pour s'imposer. Le Mouvement devient celui du non-alignement sur la mondialisation libérale

et l'hégémonie des États-Unis. Le choix par Washington de sa région d'interventions militaires interrompues depuis 1990 porte sur le Moyen-Orient arabe (Irak et Palestine), les Balkans, l'Asie centrale et la Caucase. Les objectifs poursuivis comportent plusieurs volets : 1) la mainmise sur les régions pétrolières les plus importantes du globe et, par là, l'exercice de pressions visant à soumettre l'Europe et le Japon au statut d'alliés subalternés ; 2) l'établissement de bases militaires états-uniennes permanentes au cœur de l'Ancien monde (Asie centrale) et ainsi, la préparation d'autres « guerres préventives » à venir, visant en premier lieu les grands pays susceptibles de s'imposer comme partenaires avec lesquels « il faut négocier » : la Chine en premier lieu, mais également la Russie et l'Inde. De Pékin à Delhi et Moscou, on comprend de plus en plus que les guerres « *made in USA* » constituent en définitive une menace dirigée plus contre la Chine, la Russie et l'Inde, que contre leurs victimes immédiates, comme l'Irak.

Quelles seraient les lignes directrices d'une alliance des peuples du Sud ?

SA : Au plan politique, cela passe par la condamnation du principe de la politique des États-Unis, la « guerre préventive », et par l'exigence d'évacuation des bases militaires étrangères en Asie, Afrique et Amérique latine. Revenir à la position qui fut celle de Bandung – pas de bases militaires états-uniennes



dans le Tiers-Monde –, est à l'ordre du jour. Les Non-alignés ont pris des positions proches de celles de la France et de l'Allemagne au Conseil de sécurité, contribuant ainsi à accentuer l'isolement diplomatique et moral de l'agresseur. Dans le domaine économique, on voit se dessiner les lignes d'une alternative que le Sud pourrait défendre collectivement, parce que les intérêts de tous les pays qui le constituent sont ici convergents. L'idée que les transferts internationaux de capitaux doivent être contrôlés est de retour. L'idée d'une régulation des investissements étrangers est aussi de retour. Les pays du Sud réalisent à nouveau qu'ils ne peuvent pas se passer d'une politique de développement agricole, qui tienne compte de la nécessité de protéger les paysannes des conséquences dévastatrices de leur désintégration accélérée sous l'effet de la « concurrence » que l'Omc veut promouvoir, et de préserver la sécurité alimentaire nationale. En outre, la dette n'est plus seulement ressentie comme économiquement insupportable ; sa légitimité commence à être remise en cause.

Un nouvel internationalisme des peuples associant Européens, Asiatiques, Africains et Latino-Américains est-il possible ?

SA : Oui, absolument. Les conditions existent qui permettraient un rapprochement. Ce rapprochement se cristalliserait, au plan de la diplomatie internationale, en donnant consistance à l'axe Paris-Berlin-Moscou-Pékin, renforcé par le développement de relations amicales entre cet axe et le front afro-asiatique reconstitué. Il va sans dire que des avancées dans cette direction réduisent à néant l'ambition démesurée et criminelle des États-Unis. Ceux-ci seraient alors contraints d'accepter la coexistence avec des nations décidées à défendre leurs intérêts propres. Cet objectif doit être considéré comme prioritaire d'une manière absolue. Le déploiement du projet états-unien surdétermine l'enjeu de toutes les luttes : aucune avancée sociale et démocratique ne sera durable tant que ce projet des États-Unis ne sera pas mis en déroute. L'évolution globale impose la reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes, pour s'engager dans la voie d'un monde pluricentrique.

Propos recueillis
par Rémy Herrera

Porto Alegre : Hugo Chavez

La voie de la révolution

Hugo Chavez, le président vénézuélien, est intervenu le 30 janvier dernier au forum social mondial de Porto Alegre. Une intervention où il réaffirme notamment la nécessité du socialisme. *Le Manifeste* en présente ici quelques extraits.

Je ne suis pas ici en tant que Président. Je viens à Porto Alegre en militant, un militant de la cause révolutionnaire. Je suis révolutionnaire et chaque jour je le suis plus, parce que chaque jour, je suis plus convaincu que l'unique chemin par lequel nous pouvons rompre l'hégémonie capitaliste, rompre l'hégémonie des oligarchies sur ces terres, c'est par la voie de la révolution. Il n'y a pas d'autre chemin.

monétaire international arrivèrent et provoquèrent une overdose, principalement aux pays d'Amérique latine. Nier les droits aux peuples c'est le chemin à la sauvagerie, le capitalisme c'est la sauvagerie. Il est nécessaire, nous le disons ainsi que de nombreux intellectuels dans le monde, de dépasser le capitalisme, mais j'y ajoute, le capitalisme ne va pas se dépasser depuis l'intérieur du capitalisme, non. Le

peuple nord-américain qui est un peuple frère, sera rendu libre. Le Che disait que la révolution ne peut être opposée à l'efficacité, nous avons besoin d'efficacité révolutionnaire, de lutter contre les anciens vices comme la corruption, le manque de valeurs qui sont des menaces qui toujours se profilent à l'horizon. La bureaucratie aussi disait le Che. La lutte contre la bureaucratie, est une lutte de tous les



Photo DR

d'ordre objectif et subjectif. La Russie par exemple, se lève. Ce n'est déjà plus la Russie agenouillée devant les injonctions de Washington. Jusqu'à il y a peu, personne n'osait parler de Vladimir Ilich Oulianov à Moscou ou dans les villages de Russie. On m'a m'invité à donner une conférence à l'Institut de Philosophie de Moscou et là, nous avons parlé de Karl Marx, de Lénine. Il y a une tendance à revenir sur les choses et surtout au-delà de l'idéologie, la Russie s'est levée, ce n'est plus la Russie agenouillée qui donnait

peine à voir, elle a un bon président à sa tête, Vladimir Poutine. Et de la Chine, n'en parlons pas. La Chine avance, croît, se renforce. En Asie, en Afrique, il y a peu j'ai rendu visite à Mouammar al Kadhafi. Nous sommes restés un temps à Tripoli pour converser avec Ahmed Ben Bella, ce leader algérien et africain des peuples arabes qui depuis des siècles luttent pour leurs croyances, leurs dieux, pour leurs rêves. Kadhafi me disait qu'il voyait avec beaucoup d'optimisme le processus d'unité africaine. La même chose m'a été rapporté par le président d'Algérie. L'Iran se renforce aussi.

Il y a des phases, il y a des rythmes qui n'ont pas seulement à voir avec les situations internes de chaque pays mais aussi avec la situation internationale. Je suis sûr qu'avec Lula, et avec le peuple du Brésil, avec Nestor Kirschner et le peuple argentin, avec Tabaré Vasquez et le peuple uruguayen, nous ouvrirons la voie vers le rêve de l'Amérique latine unie. Je vous embrasse, je vous aime tous, merci beaucoup.

Hugo Chavez

Le capitalisme c'est la sauvagerie

Le Sud existe aussi. Le Sommet d'Indonésie en 1955, ce sommet convoqué par Tito, Nerhu et Sukarno, fut un Sommet pour appeler à l'unité des pays et des peuples d'Asie et d'Afrique principalement et de là est issue le groupe de Non-alignés, de là surgit la conscience du Sud, de là surgit la commission du Sud dirigée par ce grand leader africain que fut Julius Nyerere. Et commencèrent à émerger des propositions mais par la suite il se produisit l'effondrement de l'Union Soviétique. Dans les années 1990, nous fûmes tous heureux : la fin de l'Histoire, le dernier homme, l'ère technotronique. La conscience du Sud fut congelée, fut enfouie sous les glaces de l'Antarctique. L'avalanche du Consensus de Washington, le néocolonialisme drapé en thèse, proposition trompeuse pour certains, le néolibéralisme et tous ces mots du Fond



Photo DR

capitalisme, il faut le dépasser par la voie du socialisme, c'est par cette voie qu'il faut dépasser le modèle capitaliste, par le vrai socialisme. L'égalité, la justice ! Il est possible de dépasser le capitalisme par la voie du socialisme et aller plus loin, en démocratie. Mais restons vigilant : quel type de démocratie ? Ce n'est pas la démocratie que Mister

Superman veut nous imposer de p u i s Washington.

L'empire n'est pas invincible

Tous les empires finissent par pourrir de l'intérieur, et vient le jour où ils s'effondrent et tombent en lambeaux comme l'empire romain et tous les empires d'Europe des siècles passés. Un jour, la pourriture que porte en lui l'impérialisme nord-américain finira par le mettre à terre et le peuple de Martin Luther King, le grand jours pour tout révolutionnaire.

En 2004 eut lieu la grande victoire politique, confirmée lors du référendum révocatoire. Et après les élections régionales du 31 octobre ; des 24 gouvernorats, nous en avons gagné 22, plus de 80 % des mairies, plus de 80 % des députés régionaux. La croissance de l'économie vénézuélienne l'an passé fut de 20% et le chômage a baissé. L'inflation, produit du sabotage économique, est toujours très haute, mais elle baisse substantiellement. Je ne veux pas surdimensionner les faiblesses de l'empire, il serait fatal de sous-estimer son adversaire. Pourtant c'est là que se trouve la Cuba révolutionnaire ; 40 années de résistance à l'impérialisme nord-américain. Là se trouve le Venezuela bolivarien résistant lui aussi depuis 6 années... L'empire n'est pas invincible. Au niveau universel se lèvent de vieux acteurs. Là, je ne parle plus des faiblesses internes de l'impérialisme,



Photo DR

À CÔTÉ...

en Lettonie
SS
Le 16 mars dernier, une manifestation de Waffen SS s'est tenue en Lettonie, un pays nouvellement membre de l'Union européenne. Non seulement cette manifestation était autorisée par les autorités mais ceux qui protestaient ont été durement réprimés. Ce n'est pas une première. En janvier dernier, le gouvernement letton a publié un ouvrage intitulé *Histoire de la Lettonie : XX^e siècle*, imprimé avec le soutien financier de l'ambassade des États-Unis. Le lancement a été effectué lors d'une conférence de presse de la présidente de la République. On y lit, entre autres, que le camp de Salaspils, où les nazis réalisèrent des expériences médicales sur des enfants et où 90 000 personnes ont été assassinées, n'était qu'un « camp de travail correctif » et que les Waffen SS étaient des héros de la lutte contre les occupants soviétiques. Cet ouvrage, ainsi que divers manuels scolaires, a soulevé la colère des parlementaires et du gouvernement russe, et l'émoi dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale. Mais pas celle de Bruxelles !

Rapprochement russo-indien

Le président indien Abul Kalam était à Moscou en mai dernier, la première visite d'un représentant du gouvernement d'Inde depuis la chute de l'URSS. A cette occasion M. Kalam a souligné l'importance de développer une coopération scientifique entre les deux pays : « *La Russie et l'Inde ont une réserve de personnel scientifique de grand talent* » soulignait-il. Depuis de nombreuses années, ils coopèrent dans l'espace, la défense et les matériaux. Il proposait que la coopération se développe dans la recherche sur les tsunamis et invitait à la création d'un Centre technologique russo-indien destiné à produire des « technologies économiquement viables pour l'industrie ».

Impôts impayés

Rafael Ramirez, ministre vénézuélien du pétrole réclamait en mai dernier que les compagnies pétrolières étrangères, qui doivent des milliards de dollars au Venezuela en impôts et royalties après avoir violé des contrats pendant des années, paient enfin. Les compagnies impliquées doivent environ 2,38 milliards d'euros d'impôts et 790 millions de dollars pour des royalties. Le gouvernement a aussi découvert que certaines compagnies pompaient plus du double du pétrole autorisé. Cinq compagnies pétrolières ont actuellement des accords avec l'entreprise publique Petroleos de Venezuela : ExxonMobil, Total, Chevron Texaco, Statoil et Bp.

Ananas en hausse

La production d'ananas en boîte ou frais a augmenté de 66 % en 20 ans pour dépasser les 15 millions de tonnes en 2004. Le Costa Rica répond à 50 % de la demande mondiale loin devant les fournisseurs historiques (Côte d'Ivoire, Ghana et Cameroun). Mais le marché du frais reste modeste. 80 % de la production est destinée à la transformation (jus ou conserves). La Thaïlande et les Philippines sont les deux principaux producteurs d'ananas toutes catégories avec le Brésil et l'Inde.

ICI AUSSI

Ex-communiste élu en Mongolie. L'ancien Premier ministre Nambarin Enkhbayar, candidat de l'ex-parti communiste au pouvoir en Mongolie vient d'être élu président de la Mongolie. Présenté par le Parti révolutionnaire et populaire mongol, il a remporté 53 % des suffrages dès le premier tour. Le candidat de la principale force d'opposition (Parti démocratique) ne rassemblant que 20 % des suffrages. « Je ne représenterai pas uniquement les intérêts d'un parti, a déclaré le nouveau président après avoir assisté à une cérémonie bouddhiste, mais ceux de toute la population de Mongolie. La priorité est que nous devons créer plus d'emplois ». La Mongolie, l'un des pays les plus pauvres du monde, a été frappée ces dernières années par une terrible sécheresse et des hivers particulièrement rudes qui ont décimé les troupeaux dans ce pays d'éleveurs nomades. Les gens ont mis beaucoup d'espoir dans ce résultat électoral.

Plages polluées en Algérie

Un quart des plages algériennes seraient polluées affirme le ministère algérien de la santé à l'approche de la saison estivale. Une pollution induite par les rejets industriels et domestiques d'autant que la plupart des stations d'épurations sont à l'arrêt. A Alger, 62 % des plages auraient une mauvaise qualité bactériologique.

Mort de jeunes soldats chiliens

Une quarantaine de militaires chiliens ont trouvé la mort lors d'une marche dans les Andes pendant une violente tempête de neige le 21 mai. Les trois plus hauts gradés du régiment ont été démis de leurs fonctions. Ces jeunes de 18 ou 19 ans avaient commencé leur année de service militaire au mois d'avril. Trois jours de deuil national ont été décrétés.

1 000 milliards pour la guerre

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent en 2004 à plus de 1 000 milliards de dollars. Elles augmentent pour la sixième année en grande partie à cause de l'augmentation du budget de la défense étasunienne. Les USA dépensent 455 milliards de crédits militaires soit près de la moitié des dépenses mondiales et leur montant est supérieur à celui cumulé des 32 autres pays les plus puissants de la planète. Au sommet avec les Usa on trouve la Grande-Bretagne, la France, le Japon et la Chine.

Costume au vestiaire

Le gouvernement japonais a prié les fonctionnaires de troquer leur complet-veston pour des tenues décontractées cet été. L'objectif est de réduire la consommation d'air conditionné dans le cadre de la campagne mondiale contre le réchauffement climatique. Les membres du gouvernement sont invités à suivre l'exemple. Il n'y a pas de petits profits !

Amérique latine

Ça bouge

Depuis plusieurs années, il se passe beaucoup de choses en Amérique latine. L'échec du néolibéralisme et la vigueur des mouvements sociaux créent une situation nouvelle. De nouvelles forces politiques apparaissent. Les Usa n'ont pourtant pas renoncé à s'approprier tout un continent. La résistance à leur politique hégémonique dans cette région du monde est décisive.

Cinq ans après l'effondrement de l'URSS et du camp socialiste, l'heure d'établir un grand marché mondial sous l'égide des États-Unis « depuis l'Alaska à la Terre du Feu, de Vancouver à Vladivostok », selon les souhaits de Bush père, était arrivée. Selon l'ex secrétaire d'État, Collin Powell, le Zlea (Zone de libre échange des Amériques), était destiné à « garantir aux entreprises nord-américaines le contrôle d'un territoire qui va de l'Arctique à l'Antarctique et le libre accès sans aucun obstacle à nos produits, services, technologies et capitaux dans tout l'hémisphère ».

Résistances au projet hégémonique impérial

Alors en Amérique latine, là où le soleil se couche, les premiers rayons d'espoir se sont levés. Le 1^{er} janvier 1994, le jour même de l'entrée en vigueur du Tlan (ou Alena, ou Nafta, Traité de libre échange de l'Amérique du nord, entre le Mexique, Canada et les États-Unis), le Ezn a fait irruption sur la scène politique mexicaine. Les zapatistes en utilisant adroitement leur enracinement local au Chiapas et la maîtrise des technologies de communication les plus avancées, ont eu un grand retentissement mondial.

C'était la première grande manifestation de résistance ouverte au projet hégémonique impérial. Depuis, la situation est marquée, par la résistance – diversifiée et singulière – des peuples latino-américains. Cela s'est manifesté par de nouvelles formes d'intervention politique, hors du cadre institutionnel et des partis traditionnels, pour beaucoup déconsidérés. Sept pays sud-américains sur dix ont rompu pendant cette période – à des degrés divers – avec le néolibéralisme prôné

par Washington et imposé par les oligarchies locales.

Le projet d'étendre le Tlan par la voie du Zlea à tout le continent s'est heurté à une résistance opiniâtre qui a empêché son application jusque aujourd'hui. Le Zlea, qui aurait dû proclamer le 1^{er} janvier 2005 comme le « grand événement historique du XXI^e siècle », a été ajourné sine die devant l'opposition des peuples, et de quelques gouvernements.

Ceux qui n'ont pas voulu tenir compte de cette lame de fond ont été balayés par de puissants mouvements qui ont fait tomber depuis l'année 2000 plusieurs gouvernements. En novembre 2000, Fujimori, l'ex-président « nippon-péruvien », fidèle pion des États-Unis et du Fmi, accusé de corrompant la justice, prend la fuite devant l'ampleur des protestations populaires, est vite devenu le continuateur des politiques d'ajustement économiques dictées par le Fmi. Le faible soutien dont il jouit, son successeur, Alejandro Toledo s'expliquent son inféodation au Fmi et par la docilité avec laquelle Lima a accordé des facilités aux militaires nord-américains.

Vitalité des organisations populaires

En Équateur, Jamil Mahuad est renversé en janvier 2001 par un mouvement de masses où les organisations des peuples originaires – Pachakutik et Conaie – et des secteurs des forces armées, ont joué un rôle décisif. Les dirigeants des organisations indiennes se séparent vite du nouveau président équatorien, l'ex colonel Lucio Gutierrez. La destitution de Gutierrez en avril dernier, au terme de semaines de manifestations qui ont paralysé le pays, montre la vitalité des organisations populaires et des secteurs de couches moyennes des grandes villes. Washing-

ton et l'Armée, devant l'ampleur des manifestations, ont préféré sortir de leur chapeau, le vice-président Palacios, un médecin inconnu, qui dans les jours suivants s'est efforcé de calmer le jeu.

En Argentine, le désastre provoqué par le modèle néolibéral appliqué par Menem, a laissé un pays dévasté en proie à la corruption. Les présidents De la Rúa et Rodríguez Saa n'ont pas pu contenir l'avalanche de 2001 devant l'envergure de la crise où se combinaient corruption, directives du Fmi et pillage du pays par les sociétés étrangères en connivence avec l'oligarchie. Le nouveau président Kirchner a été élu sur la promesse de lutter contre ces fléaux. La politique indépendante menée par Kirchner, qui affronte les États-Unis sur beaucoup de dossiers trouve une large approbation parmi les Argentins même si les plus pauvres manifestent une croissante exaspération par des mesures considérées insuffisantes. Les « piqueteros » et d'autres formes d'organisations qui interviennent en dehors des institutions montrent de la méfiance envers la classe politique et les partis traditionnels.

Une politique indépendante au Brésil

L'éviction du président bolivien Sánchez de Lozada en octobre 2003 est emblématique de la force acquise par le mouvement populaire en dehors des partis traditionnels en Amérique latine. La lutte contre le modèle néolibéral imposé par celui-ci, a eu son heure de gloire lorsque les organisations indiennes et les travailleurs de la ville de Cochabamba ont lutté en 2000 avec succès, contre l'augmentation du prix de l'eau. A partir de cette date, les luttes sont devenues nettement antilibérales et anti-impérialistes. La Centrale ouvrière bolivienne – Cob –, le Mas (Mouvement vers le socialisme) d'Evo Morales, les indiens regroupés dans plusieurs organisations quechuas et aymaras, les voisins des grandes villes – Cochabamba, Sucre, la Paz, El Alto – et les travailleurs cocaleros de la région de

Chapare, ont affronté en 2003 l'armée du gouvernement de Sanchez de Lozada, qui a préféré chercher refuge chez ses maîtres, à Miami, après avoir fait tuer presque une centaine de manifestants. Le Mas est devenu depuis la première force politique du pays remportant les élections municipales et Evo Morales se profile comme le dirigeant le plus craint par Washington et l'oligarchie locale.

L'arrivée de Lula au pouvoir au Brésil a provoqué un immense espoir. Lula a pu faire face aux pressions des États-Unis et, pour l'essentiel, il maintient une politique indépendante qui prône l'intégration latino-américaine et l'intensification des échanges sud-sud, en favorisant les relations avec d'autres grands pays du Tiers Monde, en particulier la Chine et l'Inde. Les promesses faites par Lula n'ont pas toutes été tenues et des milliers de paysans qui réclamaient des terres (2 % de personnes possèdent plus du 90 % de terres au Brésil) ont parcouru des milliers de kilomètres et pris d'assaut la capitale du Brésil pour rappeler à Lula ses engagements sur la distribution de terres. Malgré les faiblesses et les attermoissements, le Brésil s'oppose aux États-Unis sur plusieurs dossiers et résiste avec succès à leurs pressions.

Le petit Uruguay – 3 millions 400 mille habitants – a défrayé la chronique lorsqu'en octobre 2004, Tabaré Vazquez, candidat présidentiel de la coalition qui réunit des communistes, socialistes, radicaux de gauche, démocrates chrétiens, sociaux-démocrates et ex Tupamaros, l'emportait au premier tour. L'une des premières mesures envisagées sera la re-nationalisation de l'eau, l'application des dispositions légales pour connaître le sort des disparus pendant la dictature militaire (1973 à 1984), une participation plus active au Mercosur et le rétablissement des relations avec Cuba.

Chavez, un tournant dans l'histoire

En Colombie, le président Alvaro Uribe, élu en 2002, est l'homme des États-Unis qui applique le fameux « Plan Colombie », sorte de « mini plan Marshall » intronisé en 1998 et destiné, sous couvert de lutte contre les narcotrafiquants, à la militarisation du pays et à combattre la plus ancienne guérilla du monde : les Farc. Le Plan Colombie est un schéma de guerre de basse intensité qui envisage de contenir les conflits sociaux grâce à des accords militaires de formation dispensés par des militaires états-uniens et israéliens. La guerre en Colombie n'a pas d'issue militaire, selon les spécialistes nord-américains. La guerre

**Vous partez en vacances...
...ramenez-nous des photos
dans vos bagages.**

Amérique latine

menée par Uribe contre le peuple colombien est une riposte militaire à une insurrection populaire qui a plus de quarante ans. Dans ce contexte, toute opposition politique au gouvernement est accusée d'être la « cinquième colonne » de la guérilla.

L'avènement du président Chavez au Venezuela en 1999 a marqué un autre tournant dans l'histoire de l'Amérique latine. Ses conséquences vont bien au-delà du continent. Les États-Unis l'ont bien compris et depuis le premier jour lui mènent la vie dure. Malgré cela, le gouvernement du président Chavez est sorti vainqueur de huit élections et le Venezuela exhibe, avec une croissance économique en 2004 de 14,5 %, une irritante bonne santé.

L'échec du néolibéralisme en Amérique latine et la vigueur des mouvements sociaux, politiques et ethniques, ont eu comme conséquence, une crise de légitimité sans précédent des élites bourgeoises. Cela les a obligées, encouragées par Washington, à essayer d'imposer des mécanismes et des lois de contrôle social qui violent les droits démocratiques. La politique nord-américaine en Amérique latine repose sur la militarisation du continent grâce à l'établissement de bases militaires, la criminalisation des mouvements sociaux et des peuples originaires (par exemple, les lois antiterroristes employées par le gouvernement de Lagos au Chili, contre les dirigeants du peuple mapuche) sous prétexte de la lutte contre le terrorisme et les narcotrafiquants. Puis, une stratégie tendant à s'implanter économiquement grâce à l'Alca et les Tlc, qui se proposent de piller les ressources naturelles avec des

« megaprojets », en Amazonie et en Amérique Centrale. Avec la redéfinition des institutions, telles que l'Oea et le Tiar (Traité interaméricain d'assistance militaire réciproque), il s'agit d'établir une sorte de « sécurité hémisphérique », pour protéger et blinder les oligarchies locales tributaires de Washington, devant leur perte de légitimité et en même temps, d'agir comme un facteur de « stabilisation » devant un état « d'ingouvernabilité » éventuel, l'accentuation du mécontentement social et dans certains cas, comme au Venezuela et en Bolivie, devant une crise du système de domination.

Vert très vert, l'arbre de la vie

Les partis et mouvements politiques ont enregistré un net déclin comme au Chili, où l'adhésion au modèle néolibéral laissé par Pinochet a été adoptée par la « gauche institutionnelle ». Ce qui a entraîné l'apathie politique de presque 800 000 jeunes qui refusent de s'inscrire sur les listes électorales. En Colombie, l'abstention dépasse le 55 %. En Argentine, les « piqueteros » et les organisations indépendantes des partis politiques traditionnels ont acquis une grande influence en réaction à la corruption généralisée.

Malgré cela, de nouveaux partis, coalitions et fronts se sont formés : Podemos au Chili, qui a obtenu presque 10 % lors des dernières municipales, le Pôle démocratique en Colombie, le Mas en Bolivie et la nouvelle version du Front élargi en Uruguay. La nécessité d'une structure

partisane efficace qui canalise les préoccupations et les réflexions des militants bolivariens au Venezuela est à l'ordre du jour et le Mas représente en Bolivie, une heureuse équation -non exempte de difficultés et de contradictions, entre la lutte sociale, politique et culturelle. Même les chrétiens ont repris leur souffle après l'attaque subie dans les années 90 de la part de la hiérarchie de l'Église et les communautés de base continuent d'être une référence pour les chrétiens qui participent aux luttes sociales.

L'Amérique latine est à bien des égards un continent singulier, surprenant. Le processus vénézuélien a vaincu beaucoup d'obstacles, malgré les sceptiques qui ne voyaient en Chavez que « l'un des nombreux militaires populistes qu'a produit ce continent », pour employer les mots d'un très sérieux marxologue européen. Dans cette caractérisation, il y a beaucoup d'ignorance des réalités latino-américaines et une certaine arrogance intellectuelle. Karl Marx, qui commença la fameuse diatribe contre Bolivar en 1858, aurait peut-être adopté le même ton que certains marxologues pour vilipender le processus vénézuélien.

Mais, l'Amérique latine, théâtre de luttes ininterrompues et insolites, est parvenue parfois à tordre le nez et à tirer la barbe des classiques. Hier, Cuba, le Chili, le Nicaragua, aujourd'hui Chiapas, le Venezuela et la Bolivie. Alors, Goethe, le poète que Marx aimait citer, lui dirait peut-être tout bas à l'oreille : « Grise est la théorie mon ami, et vert, très vert, l'arbre de la vie ».

Paco Peña

C'EST À CÔTÉ...

Conférence sur l'Irak

Les Usa et l'Ue organisent une conférence internationale à Bruxelles le 22 juin prochain réunissant les 25 ministres des Affaires étrangères de l'Europe et le chef de la diplomatie des Usa et de l'Irak. L'ordre du jour en serait « la reconstruction de l'Irak ». Après avoir cassé, on se partage les marchés juteux de la reconstruction. Selon un diplomate la réunion aurait pour but de réaffirmer le soutien politique au gouvernement irakien, dont on sait qu'il a été mis en place avec le soutien actif des Usa. Il précisait d'ailleurs immédiatement que « ce n'est pas une conférence de pays donateurs ». On s'en doutait bien !

Vaccin des oiseaux en Chine

La Chine vient de décider de vacciner trois millions d'oiseaux pour lutter contre la grippe aviaire après la découverte d'oiseaux migrateurs décédés de cette maladie dans la province de Qinghai, dans l'ouest. Des mesures de précautions ont été prises pour interdire l'accès aux habitats des oiseaux migrateurs et empêcher le contact de ces oiseaux avec les volailles.

Extradition de Carriles

La Justice vénézuélienne s'est prononcée pour l'extradition du terroriste Luis Posada Carriles qui vient présenté une demande d'asile aux États-Unis. Il s'était évadé en 1985 de la prison du Venezuela où il était incarcéré pour l'attentat commis contre un avion cubain en 1976 et qui avait fait 73 morts. Depuis il séjourne très tranquillement à Miami, les autorités Us prétendant ne rien savoir de lui !

L'Algérie réclame justice

Abdelaziz Bouteflika a appelé la France, à l'occasion du sixième anniversaire de la Libération, à reconnaître sa responsabilité dans les massacres de dizaines d'Algériens descendus dans les rues, en mai 1945, pour réclamer leur indépendance. « Le paradoxe des massacres du 8 mai 1945 est qu'au moment où les armées de combattants héroïques algériens revenaient des fronts d'Europe, d'Afrique et d'autres où elles défendaient l'honneur de la France et ses intérêts... l'administration française tiraient sur des manifestants pacifiques » a-t-il souligné dans son intervention le 8 mai dernier. Les troupes coloniales françaises avaient lancé une vaste offensive contre plusieurs villes de l'est de l'Algérie, notamment à Sétif et Guelma. Bilan : 45 000 morts selon les autorités algériennes, 10 à 15 000 selon les historiens européens.

Ernst Thälmann menacé

Le mémorial dédié à Ernst Thälmann, dirigeant historique du Kpd (Parti communiste allemand) et de l'International communiste, résistant anti-nazi, emprisonné et assassiné après le III^e Reich est menacé de destruction par les autorités du Land de Brandebourg qui invoquent des raisons commerciales ! Le comité Honecker lance une pétition pour empêcher ce mauvais coup. Voir le site : www.comite-honecker.org.

Le pape aux enchères

Trois semaines après la vente à prix d'or (190 000 euros) d'une ancienne Golf ayant appartenu au nouveau pape Benoît XVI, un logement occupé de 1959 à 1963 par l'enseignant de théologie allemand Joseph Ratzinger à Bonn était proposé sur le site internet de vente eBay-Allemagne. L'argent ira-t-il au denier du culte ?

Indiens à La Paz

Plusieurs dizaines de milliers d'Indiens boliviens ont manifesté, le 24 mai, à La Paz pour réclamer la nationalisation des réserves de gaz naturel et une révision de la constitution. Ils jugeaient trop timide la décision du gouvernement de relever les impôts sur les sources d'énergie et de rompre les contrats en cours avec les firmes pétrolières étrangères. « Ce défilé de quelque 40 000 personnes est pour la nationalisation sans compensation et l'assemblée constituante est une question de vie ou de mort pour nous parce qu'à la fondation de la Bolivie, nous autres Indiens n'avons été associés en aucune façon » soulignait Roman Loayaza, porte parole de la Confédération paysanne bolivienne et sénateur du Mouvement vers le socialisme.

Droits de l'Homme aux Usa

La rapport annuel d'Amnesty international dresse un sombre bilan des violations des droits de l'Homme dans le monde. Parmi les États pratiquant la torture, les USA sont dénoncés pour le traitement réservé aux prisonniers du centre de Guantanamo à Cuba. « Quand le pays le plus puissant de la planète foule au pied la primauté de la loi et les droits humains, il autorise les autres à enfreindre les règles sans vergogne » dénonçait Irene Khan, secrétaire générale de Ai.

Prisonniers politiques irakiens : solidarité

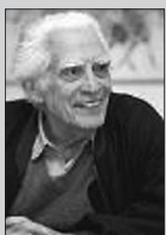
La Maison des métallos, dans le 11^e arrondissement de Paris, accueillera le lundi 27 juin de 18 h à 21 h, une réunion publique de solidarité avec les prisonniers irakiens et pour la libération d'Al Kubaysi.

25 morts en Haïti

25 personnes ont été tuées le 3 juin dernier dans des bidonvilles de Port-au-Prince où la police est intervenue suite à la décision prise par le gouvernement de durcir sa lutte contre les gangs. La police est accusée par les habitants d'avoir brûlé des maisons. Drôle de justice ! Au moins 740 personnes auraient trouvé la mort en Haïti depuis septembre dans des violences criminelles ou politiques.

Strip-tease philippin

Une dizaine de lycéens se sont livrés à un strip-tease près du palais présidentiel de Manille pour protester contre la détérioration du système éducatif des Philippines. Les étudiants doivent faire face à une pénurie d'environ 50 000 salles de classe et 3,5 millions de bureaux et de livres. Dans ce pays, les professeurs d'éducation physique doivent parfois enseigner l'anglais, les maths et les sciences !



Alvaro Cunhal (Photo DR)

Le Portugal endeuillé

Le Portugal vient d'être frappé, en juin, par le décès de trois personnalités, certes différentes, mais qui comptent dans l'histoire de ce pays : Alvaro Cunhal et Eugenio de Andrade le 13, Vasco Goncalves le 11.

Alvaro Cunhal, dirigeant historique du Parti communiste portugais, figure emblématique de la résistance au régime dictatorial de Salazar a été l'un des ministres de la Révolution des œillets de 1974. Il avait 91 ans et toute une vie consacrée au communisme. Membre du Pcp depuis 1931, arrêté et emprisonné plusieurs fois sous la dictature, il réussit à s'évader de manière spectaculaire avec d'autres compagnons de la forteresse de Peniche en 1960. En 1961, il devient, pour 31 ans, secrétaire général du Pcp. Auteur de livres politiques, il a aussi écrit des œuvres de fiction et peint sous des pseudonymes. Fidèle jusqu'au bout à son idéal, dont il disait que seule la mort le séparerait, il déclarait à l'occasion du 80^e anniversaire du Pcp en 2001 : « Je ne doute pas une seule seconde que les nouvelles générations gagnées par l'idéal

communiste porteront bien haut notre drapeau rouge au marteau et à la faucille ». Le Pcp a salué le révolutionnaire dès l'annonce de son décès : « Il a consacré toute sa vie à l'idéal et au projet communiste, à la cause ouvrière et des travailleurs, de la solidarité internationaliste, à un engagement sans limites au service des intérêts des travailleurs et du peuple portugais, de la souveraineté et de l'indépendance du Portugal ».

Vasco Goncalves, un des « capitaines d'Avril », a été l'un des portes-drapeau de la révolution des œillets. Il a dirigé quatre gouvernements socialistes provisoires entre 1974 et 1975 avant d'être évincé. On lui doit notamment la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance. Il est mort à 83 ans.

Eugenio de Andrade, né en 1923 sous le nom de José Fontinhas, était écrivain et l'un des poètes les plus importants et les plus originaux de l'après-guerre au Portugal. Il définit lui-même sa poésie : « Depuis l'enfance, en abondance, je n'ai connu que le soleil et l'eau... j'ai appris que peu de choses sont absolument nécessaires. Ce sont ces choses que mes vers aiment et exaltent. La terre et l'eau, la lumière et le vent ». C'était le poète le plus respecté dans son pays.

P. L.

Anniversaire de la Libération

La conjoncture de la libération de

À l'occasion du soixantième anniversaire de la Libération, beaucoup d'inepties historiques ont été répandues par les grands médias français. *Le Manifeste* a demandé à l'historienne Annie Lacroix-Riz de revenir sur cette période décisive de l'histoire.

La grande presse célèbre ces temps-ci les soixante ans de la liquidation du nazisme et de son armée par l'armée rouge en sanglotant sur « l'occupation soviétique » des Pays Baltes (possession de l'empire russe depuis le 18^e siècle que le « cordon sanitaire » avait soustraite à la jeune Russie soviétique). Elle a exposé du printemps à l'été 2004 que les Américains avaient libéré l'Europe en général, la population française en particulier, avec le souci essentiel sinon unique de leur rendre la liberté perdue. Les circonstances de la Libération d'une France promise à la « sphère d'influence » américaine, elles-mêmes fonction d'une stratégie générale funeste à l'URSS et favorable au Reich, méritent une mise au point documentée.

Les espoirs sont tournés vers l'URSS

Après Stalingrad, l'état d'esprit des peuples soumis à l'occupation allemande contribua grandement à la concrétisation du « second front », qui n'avait valu à Staline entre juillet 1941 et juin 1944 que les hommages verbaux des Anglo-Américains à l'héroïque armée rouge. Les rigueurs de l'occupation allemande les soustrayant à l'influence de la propagande dominante, ils savaient, dans la région parisienne comme ailleurs, que l'URSS seule portait le poids de la guerre : le quasi « enthousiasme » qu'avait suscité l'annonce du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord « est éteint aujourd'hui [...] Aujourd'hui tous les espoirs sont tournés vers la Russie dont les succès remplissent de joie la population tout entière [...] Toute propagande du parti communiste est devenue inutile [...] la comparaison trop facile entre l'inaction inexplicable des uns et l'héroïque activité des autres pré-

pare des jours pénibles à ceux qui s'inquiètent du péril bolchevique »¹. Toutes les sources convergent sur l'impatience du grand capital collaborationniste, que le Reich condamné à la

croisant plus à la victoire allemande, compte [...] sur l'Amérique pour lui éviter le bolchevisme. Elle attend le débarquement anglo-américain avec impatience, tout retard lui apparaissant comme



Photo DR

défaite ne pourrait plus durablement protéger, de voir arriver les instruments du nouveau rempart du *statu quo*, la *Pax Americana* ; 2/ les espérances placées dans l'avance de l'armée rouge par les ouvriers écrasés depuis novembre 1938. Les Rg ricanaient depuis février 1943 sur « le bourgeois français [qui avait] toujours considéré le soldat américain ou britannique comme devant être naturellement à son service au cas d'une victoire bolchevique ». « Le prolétariat » se réjouissait : « les craintes de voir "sa" victoire escamotée par la haute finance internationale s'estompent avec la chute de Stalingrad et l'avance générale des soviets »². La grande bourgeoisie, rapporta un informateur au Bcra (service de renseignements gaulliste) fin juillet 1943, « ne

une sorte de trahison »³. Ce double thème ne connut plus de trêve jusqu'à la mise en œuvre de l'opération « Overlord ».

Les bases de l'économie de guerre allemande épargnée

À la colère contre l'inaction des Anglo-Saxons s'ajouta celle provoquée par leurs bombardements, ininterrompus depuis 1942, qui ne visaient pas les positions industrielles allemandes. Le rapport d'un « très important industriel suédois en relations étroites avec l'IG Farben, retour d'un voyage d'affaire en Allemagne début novembre » 1942, sur le bombardement des usines de l'IG

Farben se répéta sans répit jusqu'en 1944 : à Francfort, « les usines n'ont pas souffert », à Ludwigshafen, « les dégâts sont insignifiants », à Leverkusen, « les usines de l'IG Farben [...] n'ont pas été bombardées »⁴. Très meurtriers pour les populations, ces bombardements servirent l'extrême droite – dominant de l'écho aux discours quotidiens du nazi Philippe Henriot – et l'Église romaine à laquelle Pie XII, qui n'avait

moindre souci d'épargner des vies humaines ». Nantes avait suivi, Strasbourg, La Bocca, Annecy, puis Toulon, qui avait « mis le comble à la colère des ouvriers contre les Anglo-Saxons » : toujours les mêmes morts ouvriers et peu ou pas d'objectifs industriels touchés. Les opérations, sélectives, épargnaient les bases de l'économie de guerre allemande, comme si les Anglo-Saxons « craignaient de voir finir la guerre trop vite ».

Ainsi ne touchaient-ils pas aux hauts-fourneaux, dont la « destruction paralyserait immédiatement les industries de transformation, qui cesseraient de fonctionner faute de matières premières ». Se répandait « une opinion très dangereuse [...] dans certaines parties de la population ouvrière qui a été durement frappée par les raids. C'est

que les capitalistes anglo-saxons ne sont pas mécontents d'éliminer des concurrents commerciaux, et en même temps de décimer la classe ouvrière, de la plonger dans un état de détresse et de misère qui lui rendra plus difficile après la guerre la présentation de ses revendications sociales. Il serait vain de dissimuler que l'opinion française est, depuis quelque temps, considérablement refroidie à l'égard des Anglo-Américains », qui reculent toujours devant « le débarquement promis [...]. La France souffre indécemment [...] Les forces vives du pays s'épuisent à une cadence qui s'accélère de jour en jour, et la confiance dans les alliés prend une courbe descendante. [...] Instruits par la cruelle réalité des faits, la plupart des ouvriers portent désormais

Anniversaire de la Libération

internationale la France

tous leurs espoirs vers la Russie, dont l'armée est, à leur avis, la seule qui puisse venir à bout dans un délai prochain de la résistance des Allemands »⁶.

C'est donc dans une atmosphère de rancœur contre des « alliés » aussi durs pour la

Vichy : « le débarquement a enlevé à [la] propagande [communiste] une part de sa force de pénétration », sans la vouer à l'inefficacité : « le temps assez long qu'ont mis les armées anglo-américaines à débarquer sur le sol français a été exploité pour démontrer

tous les « États ennemis »⁹. Il restait cependant de grandes chances de succès à ses plans de paix préparés depuis 1942 avec le même objectif que pendant l'autre guerre : le Reich, vaincu (mais mieux contrôlé que naguère), servirait de pivot à l'installation

du Moyen-Orient pétrolier (Grèce et Turquie), le Nord scandinave, décisif pour les futures routes aériennes internationales, et autres sphères d'influence, au puissant candidat américain à sa relève¹⁰ ; 2° une implication militaire tardive et limitée, garantie d'un minimum de pertes, l'essentiel devant en être assumé par l'URSS.

C'est dans ce cadre que fut négocié le retournement des

un rôle essentiel, accablant l'URSS à tout propos avec la complicité des Américains, à une époque où le besoin pressant de la victoire soviétique sur la Wehrmacht leur interdisait la paternité officielle de ces fulminations. Par exemple, à l'été 1944, à propos de la « libération » unilatérale de Varsovie décidée prématurément par le « gouvernement polonais de Londres » pour empêcher l'armée rouge d'y participer¹¹. Le retournement fut réalisé de fait après la seule bataille importante à laquelle participèrent les Anglo-Saxons, celle des Ardennes (décembre 1944-janvier 1945) (9 000 morts américains)¹² : à l'aube de la conférence de Yalta, la Wehrmacht négocia en toute hâte sa reddition « aux armées anglo-américaines et le report des forces à l'Est ». Fin mars, « 26 divisions allemandes demeuraient sur le front occidental » - exclusivement pour évacuer par les ports du Nord les troupes prêtes à se rendre - « contre 170 divisions sur le front de l'Est », qui combattirent féroce-ment jusqu'au bout (Prague tomba le 9 mai). En mars-avril 1945 se déroula l'affaire Sunrise, négociation par Allen Dulles de la capitulation de l'armée Kesselring en Italie dirigée par le criminel de guerre Wolff, « chef de l'état-major personnel de Himmler » responsable de « l'assassinat de 300 000 juifs », « provocation » qui indigna Moscou. À la veille de la capitulation du Reich, les réorganisations en cours annonçaient moins de rigueur pour le bourreau que pour ses victimes.

Annie Lacroix-Riz



Photo DR

France occupée qu'ils l'avaient été pour celle de l'entre-deux-guerres qu'intervint leur débarquement normand du 6 juin 1944. L'événement, valorisé comme il convenait, seconda la propagande pro-américaine adaptée au sort fixé pour la France, propagande hégémonique aujourd'hui, mais dont le triomphe dut attendre. Dans les couches populaires, colère et soviétophilie persistèrent, donnant aux communistes, à Grenoble et ailleurs, un écho qui alarmait les élites gaullistes appelées à remplacer

que seule l'armée russe était en mesure de lutter efficacement contre les nazis. Les morts provoqués par les bombardements et les douleurs qu'elles suscitent servent également d'éléments favorables à une propagande qui prétend que les Russes se battent suivant les méthodes traditionnelles et ne s'en prennent point à la population civile »⁸.

Moins de rigueur pour le bourreau que pour ses victimes

Washington ne parvint pas, vu la force qu'avait donnée à de Gaulle la résistance intérieure, à appliquer à la France le plan de « gouvernement militaire » prévu pour elle comme pour

durable des États-Unis en Europe. Leur « stratégie périphérique » reposait sur les deux mêmes piliers qu'au cours de la Grande Guerre : 1° l'hégémonie économique et financière, qui incita l'ambassadeur américain en URSS, le milliardaire Harriman, à croire en 1944 que ce pays ruiné, appâté par la promesse d'une « aide économique » américaine (on parla alors d'un milliard de dollars), renoncerait au « développement d'une sphère d'influence [...] sur l'Europe orientale et les Balkans ». Donnée peu connue en France, prouvant que la question ne relevait pas de l'idéologie, Washington contestait aussi à l'ancien maître anglais de l'Europe ses zones d'influence : l'opération Overlord opposa durement la Grande-Bretagne, qui prétendait conserver la porte

fronts, projet borné ici à quelques étapes marquantes. Le deuxième personnage des Affaires étrangères allemandes, Ernst von Weizsäcker (père d'un récent président allemand, Richard), remplaça au Vatican en juillet 1943 von Bergen, l'ambassadeur en poste depuis 1920 : il dirigerait les débats avec les Anglo-Saxons sur un regroupement des forces concernées contre les Soviétiques. C'est en Suisse que, depuis l'été 1943, se tinrent les discussions les plus nombreuses, économiques et politiques : elles furent animées par le chef de l'Office of Strategic Services, en poste à Berne depuis novembre 1942, Allen Dulles (associé majoritaire, avec son frère Foster, du plus gros cabinet d'avocats d'affaires américains, fortement impliqué en Allemagne). Le Vatican joua

1 Note sur le moral de la région parisienne, reçue le 22 avril 1943, F1 a 3743, Archives nationales (AN)
2 Lettre n° 740 du commissaire des RG au préfet de Melun, 13 février 1943, F7 14904, AN.
3 Information d'octobre, reçue le 26 décembre 1943, F1 a, vol. 3958, AN.
4 Renseignement 3271, arrivé le 17 février 1943, Alger-Londres vol. 278, archives du Quai d'Orsay.
5 Allocation de Saliège, évêque de Toulouse, 4 mai, ACB/9/36801, diffusé 28 juin 1944, F1 a 3784, AN.
6 Informations du 15 mai, diffusées les 5 et 9 juin 1944, F1 a 3864 et 3846, AN.
7 Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, à paraître en 2005.
8 Information du 13 juin, diffusée le 20 juillet 1944, « le PC à Grenoble », F1 a 3889, AN.
9 Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, Paris, 1982, et Lacroix-Riz, « Quand les Américains voulaient gouverner la France », *Le Monde diplomatique*, mai 2003, p. 19.
10 Lloyd Gardner, *Spheres of influence. The great powers partition Europe, from Munich to Yalta, 1938-1945*, New York, Ivan R. Dee, Chicago, 1993, et Mark Stoler, *The politics of the second Front*, Westport, Connecticut, 1977

Participez à votre journal...
... Devenez correspondant.

Société française

Le rapport capital/travail

Danielle Bleitrach, sociologue, nous propose une étude de la société française aujourd'hui. Elle livre ici le premier volet de sa réflexion qui se poursuivra dans les prochains numéros du *Manifeste* en analysant le rapport capital/travail.

Dans les années 80-90, a été proclamée « la fin de l'histoire ». Le sociologue Henri Mendras décrivait alors la société française comme une toupie : une énorme classe moyenne, les très riches et les très pauvres (« les exclus ») représentant deux pôles minuscules. La classe ouvrière avait disparu et, avec elle la charge de contestation de l'ordre existant. L'idée que les profits d'aujourd'hui engendraient les emplois de demain était de l'ordre de l'évidence. Le patron, à la Tapie, était le nouvel aventurier des temps modernes. En réalité, l'exclusion — chômage et précarité — gagnait du terrain.

La contre-offensive du capital

Attribuer à une nouvelle phase d'accumulation du capital et à son corollaire le paupérisme, la pression sur l'emploi et sur les salaires, l'extension, en France comme au niveau mondial, du chômage et de la précarité, appartenait aux vieilles lunes marxistes. Le premier symptôme en fut pourtant la multiplication des « invalides du capital », ceux qui l'on nomma les « exclus ». Aujourd'hui, ce sont les salariés, les couches moyennes qui entrent dans la paupérisation. Si l'on prend « la valeur ajoutée » créée par « l'entreprise », selon le langage codé qui veut que le Pdg de Carrefour soit dans le salariat au même titre que la caissière, cette « valeur ajoutée » est partagée. Il y a d'un côté les salaires (mais également les cotisations et prestations sociales), de l'autre « les profits » (financement des investissements, impôts sur les bénéfices, et rémunération du capital). Le XX^e siècle a été marqué par une relative stabilité du « par-

tage », la part du travail se situant entre 65 et 70 % et celle du capital entre 35 et 30 %. En 1981, par suite des luttes des années 70-80, le profit a atteint son étage le plus bas 27,1 %. La contre-offensive du capital, qui a pris le nom de néo-libéralisme, a lieu dans le contexte d'une énorme mutation technologique, qui ne se résume pas à l'informatique¹, la finalité capitaliste est de relever le taux de profit et de faire payer au travail les investissements technologiques. Cette contre-offensive amorcée au début des années 80, a coïncidé en France avec l'arrivée de la

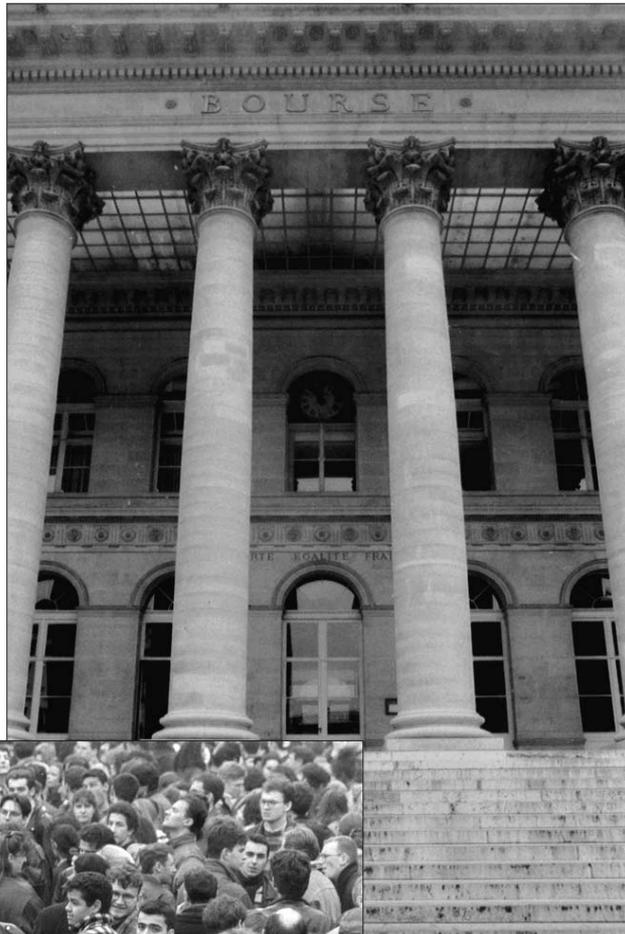


Photo Patrice Morel

Ps hégémonique, comme la droite, ont eu à cœur d'être les « gestionnaires zélés du capital ». Dans le cadre mondial d'une offensive des multinationales financiarisées, qui imposent partout la prééminence du profit, résister supposait une volonté politique. C'est peu de dire qu'elle a manqué.

Crise de la politique

« L'exclusion » fut présentée comme le produit de l'État providence qui redistribuait les ressources nationales à des couches moyennes embourgeoisées, à ses fonctionnaires devenus « les privilégiés »². Le coût de fonctionnement

d'un tel État, devenu prohibitif, était à l'origine du chômage donc de l'exclusion. La propagande dénonçait la ringardise des organisations collectives, vantait l'individualisme et substituait l'émotion médiatique aux solidarités institutionnelles « La réforme » et « la modernité » s'identifiaient à la contre-révolution. Le fond était que de 1982 à 1998, au niveau mondial, comme en témoignent les statistiques du Bit, on avait assisté à une atonie des luttes sociales. Le mouvement de 95 en France faisait figure d'exception. C'est durant cette période que se sont développés de grands espaces continentaux de « marchés » ouverts, dans lesquels ont été mis à mal les instruments de protection nationaux, l'Alena en Amérique, l'Union européenne, etc. La décision s'y éloignait du citoyen. Des lobbys supranationaux y imposent les exigences des multinationales. L'opacité bureaucratique en est la règle, comme d'ailleurs l'intégration consensuelle des appareils politiques et syndicaux. Mais à partir de 98, partout dans le monde, les luttes sociales sont reparties à la hausse sans que pour autant les appareils politiques en donnent une traduction, inventent une alternative. La crise de la politique s'analyse dans ce double mouvement, celui d'une contre-révolution et celui d'une rupture actuelle entre « élites » et le peuple, qui s'est remis en mouvement.

La victoire du NON au référendum constitutionnel, alors même que 90 % des députés, la quasi totalité des médias, les « élites » autoproclamées, nous adjuraient de dire OUI manifeste désormais une rupture forte entre ces « élites » et le peuple. Jusque dans les années 80, plus de 80 % des inscrits exprimaient un avis lors du premier tour des élections présidentielles, et 95 % des votes jusqu'en 1981 se portent sur des partis de gouvernement. En 2001, avec une participation de 71 % (dont 3,5 % de blanc et nul), Jacques Chirac + Lionel Jospin + François Bayrou + Noël Mamère + Alain Madelin + Robert Hue totalisent environ 52 % des votants soit moins de 40 % des inscrits. Nous y reviendrons.

Danielle Bleitrach

1 - L'investissement technologique est impulsé, en particulier aux Etats-Unis par les dépenses d'armement. Le coût de la guerre froide sur le budget nord-américain a été de treize mille milliards de dollars. Les Etats-Unis détenteurs de la monnaie mondiale ont largement fait payer au reste du monde ce coût. L'Union Soviétique a la veille de son effondrement consacrait 40 % de ses ressources à la course à l'armement imprimée par les USA.

2 - Cf Danielle Bleitrach et Mustapha El Miri, *Défaite ouvrière et exclusion*, L'Harmattan 2000.

La guerre capitaliste

Ce n'est plus seulement à une lutte des classes que nous avons affaire. C'est une véritable guerre que le capitalisme a déclarée : guerre militaire, économique, sociale et idéologique contre les travailleurs du monde entier. C'est à eux de riposter.

Ce n'est pas nouveau me direz-vous. La colonisation était une guerre, la plupart des guerres ont été entreprises pour défendre ou accroître l'accumulation capitaliste. Les États-Unis ont d'abord conquis militairement ou économiquement les Amériques et, depuis la seconde Guerre mondiale, après les destructions de l'Europe et de l'URSS et l'affaiblissement qui en a résulté pour ces pays, les États-Unis en ont profité pour s'implanter mondialement, là encore économiquement et militairement (entre autres par l'Otan), directement ou en aidant des régimes, la plupart du temps dictatoriaux, mais faisant preuve de vassalité.

Confondre démocratie et démocratie

Mais, c'est depuis la chute de l'URSS que cette guerre ne connaît plus de limites. Le modèle communiste ayant disparu, l'alternative au capitalisme disparaît du même coup. C'est du moins ce qu'on s'est efforcé de nous faire croire. C'était la fin de l'histoire, le capitalisme comme seule voie et seul modèle de civilisation. On ressortait les théories de Ricardo et des pères spirituels du capitalisme. On s'est efforcé d'abord de confondre démocratie et capitalisme, sans se soucier de savoir si des dictatures n'étaient pas, elles aussi, en régime capitaliste. D'ailleurs, il n'était plus question de capitalisme mais de libéralisme, mot si proche de liberté, n'est-ce pas ? Les guerres faites par la communauté internationale et particulièrement par les États-Unis n'ont pas pour seuls buts l'ap-



Photo Patrice Moneil

propriation du pétrole et de lieux stratégiques mais ont été également entreprises pour abattre les États qui refusaient le système capitaliste et l'économie de marché.

Le modèle communiste, lorsque l'URSS existait, et que les partis de gauche des pays occidentaux étaient forts et non acquis à l'économie de marché, obligeait, dans une certaine mesure, les pays capitalistes à tenir compte des rapports de force et à une relative compétition sociale. Même les idéologues et économistes capitalistes avançaient relativement à visage masqué et parlaient encore de l'intérêt général. Maintenant ces économistes et idéologues, les seuls qui ont le droit de cité dans la presse, en librairie, à la télévision ou à la radio (les penseurs marxistes sont rayés de la carte) n'ont plus aucune retenue. À l'image de Jacques Marseille qu'on voit sur tous les fronts et qui a détrôné Alain Minc, jugé sans doute plus assez combatif pour la nouvelle stratégie, ils prônent ouvertement l'égoïsme et l'injustice, ils déclarent qu'il faut baisser l'impôt sur les sociétés et hauts salaires (pour tant devenus faramineux), supprimer l'impôt sur la fortune,

baisser le coût de la masse salariale, supprimer le Smic et tout ce qui, à leurs yeux, entrave l'initiative et l'investissement. Lorsque ces jocrisses parlent de travailler plus pour gagner plus, c'est un mensonge éhonté, il s'agit simplement de ne plus majorer les heures supplémentaires.

Prolétaires du monde entier, détruisez-vous

Pour faire voler en éclat toutes les conquêtes sociales acquises par plus d'un siècle de luttes, on a trouvé la panacée universelle qui, aux yeux de nos penseurs libéraux doit tout résoudre, c'est-à-dire la mondialisation. Il ne s'agit plus de mettre en compétition les travailleurs d'un pays, mais les travailleurs du monde entier. Ce n'est plus : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous », mais « Prolétaires du monde entier, détruisez-vous ». Il ne s'agit pas de faire évoluer les conditions du prolétariat des pays « émergents » mais de niveler les coûts de production et de faire accepter aux travailleurs occidentaux les conditions misérables faites à

ceux du Tiers-monde, sinon les délocalisations, avec des aides financières des États, vont bon train. Les entreprises ne prétendent plus, désormais, licencier ou délocaliser quand elles ont des difficultés financières mais même lorsqu'elles annoncent triomphalement des bénéfiques records. D'ailleurs, il suffit qu'une entreprise licencie pour voir ses actions en bourse remonter. La directive Bolkestein donne la possibilité à toute entreprise de la communauté européenne d'appliquer dans n'importe lequel des pays où elle s'implante les lois et mesures de son pays d'origine, si régressives soient-elles. Ainsi, il suffira à une société française de domicilier son siège en Pologne pour appliquer dans une entreprise située en France les lois polonaises. Encore une sage mesure pour lutter contre la délocalisation, nous dit-on, à l'instar des baisses de salaires et des augmentations d'heure imposées aux travailleurs pour maintenir l'entreprise au pays, odieux chantage destiné à multiplier les profits des dirigeants et des actionnaires. Désormais les puissances capitalistes n'ont plus de retenue, c'est aux services publics

qu'elles s'en prennent, tout doit être privatisé, tout doit être sacrifié au profit et source de profit : santé, éducation, culture, transports, télécommunications et même défense nationale. Nous voyons ce que le budget monstrueux de la guerre des États-Unis rapporte aux grandes entreprises d'armement qui tiennent ainsi entre leurs mains le pouvoir politique. Nous voyons en France les dégâts causés par le gouvernement de droite Chirac-Raffarin, docile courroie de transmission du Medef. Heureusement que les réactions des travailleurs, qu'ils soient du public ou du privé, les empêchent d'aller plus avant. Mais ce n'est qu'un répit car l'ogre capitaliste demeure à l'affût, prêt à tout avaler pour le plus grand bien des grandes fortunes et la prospérité des industries de luxe. C'est aux travailleurs du monde entier que le capitalisme a déclaré la guerre et c'est aux travailleurs du monde entier d'en prendre la mesure et d'organiser la riposte.

Maurice Cury

TENTEZ
L'ABONNEMENT
COMME
CADEAU

EN MARGE

Sauver la maison d'Hemingway Finca Vigia, la maison dans laquelle Ernest Hemingway a habité à Cuba pendant 20 ans a été inscrite dans la liste de 11 sites historiques américains les plus en danger bien qu'elle soit sur le territoire cubain. Une équipe d'architectes étasuniens doit se rendre sur place cet été pour mettre sur pied un projet de restauration en collaboration avec des architectes cubains.

Telesur
La chaîne de télévision Telesur, résultat d'une coopération entre les gouvernements vénézuélien, argentin, cubain et uruguayen a commencé à émettre le 24 mai pour montrer « avec son propre regard » la réalité latino-américaine. Leur slogan « notre Nord est le Sud » est déjà tout un programme. L'objectif de Telesur est de contrecarrer l'hégémonie médiatique de grandes chaînes internationales comme l'étasunienne Cnn. Au programme du premier jour : Che Guevara, l'écrivain Eduardo Galeano ou José Martí. Un autre son cloche, c'est (télé) sûr !

Tito sur internet
Des partisans de l'ex-dirigeant yougoslave Josip Broz Tito viennent d'annoncer leur intention de proclamer, à l'occasion de sa naissance, le 25 mai 1892, un État baptisé « Titoslavija » sur internet. « notre État n'a pas de territoire mais se propose de rassembler des gens du monde entier qui partagent les idées de Tito, notamment la cohabitation pacifique » entre les différentes ethnies devait déclarer l'un des organisateurs. Il est possible de demander la nationalité de cette république virtuelle, de demander son passeport, de commander drapeaux et tee-shirts à www.titoslavija.com.

Grève à la Bbc
Entre 13 000 et 15 000 techniciens et journalistes de la Bbc se sont mis en grève le 23 mai pour la première fois depuis sept ans. Grève la plus suivie de l'histoire de la Bbc selon les trois principaux syndicats. Ils entendaient protester contre un plan massif de 3 780 suppressions d'emploi sur trois ans, soit 20 % des effectifs. La plupart des émissions en direct sur les nombreuses chaînes de radio et de télévision de la Bbc, la plus grosse entreprise audiovisuelle du monde, ont été supprimées. La direction entend privatiser certaines parties de l'entreprise publique, réduire la production audiovisuelle « maison » et faire davantage appel à des sous-traitants et producteurs privés.

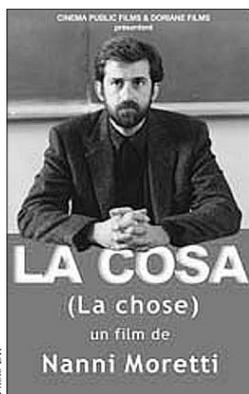
Google sur la sellette
Comme la plupart des services en ligne, Google surveille la manière dont les internautes utilisent son moteur de recherche et ses autres services, ainsi que leur profil. Mais, contrairement à d'autres, il stocke ces informations pendant plusieurs années. Certains spécialistes de la défense de la vie privée estiment que les informations détenues pourraient aider les enquêteurs gouvernementaux aux USA à contourner les lois.

Italia-totocalcio-la « Cosa »-telerealtà-Berlusconi...

Le cinéma italien qui a tant fait parler de lui dans la deuxième moitié du siècle dernier semblait s'être un peu essoufflé. Pas si sûr. René Ballet nous présente deux nouveaux films, *Il Dono* (Le don) de Michelangelo Frammartino et *Mi piace lavorare* (J'aime travailler) de Francesca Comencini, qui renouent avec les ambitions sociales du cinéma italien d'après-guerre.

Et pourtant on tourne

Le cinéma est le miroir, parfois biseauté mais toujours révélateur, de l'évolution d'une société. Errance sombre, nocturne à travers la Rome prolétaire, monde dur, sans apitoiement mais solidaire : en 1948, Le



Voleur de bicyclette de Vittorio de Sica est un hymne à un peuple exténué, trébuchant entre la victoire sur le fascisme et la construction d'un monde nouveau. Quarante ans plus tard, bourré de lumières artificielles, de couleurs criardes et de sons synthétiques, *Le Voleur de savonnettes* de Maurizio Nichetti est une parodie sur-réaliste du *Voleur de bicyclette*. Le monde nouveau n'a pas été construit, le vieux monde a été forcé sur le fard. La solidarité sévère a fait place à un individualisme burlesque. Vaincu, le peuple regarde en ricanant ou se défoule au *totocalcio*.

La sauvagerie moderne

Où est passé le grand élan révolutionnaire ? Trois films rappellent judicieusement son progressif ensablement. Dans *La Terrasse* d'Ettore Scola, en 1979, des représentants de l'intelligentsia « éclairée » se réunissent dans une luxueuse demeure du centre historique de Rome. Leur discussions en boucle tournent en rond. Perdu au milieu d'eux, un député communiste ne sait plus trop ce qui le sépare ou l'unit aux autres. Dix ans plus tard, dans *Palombella rossa* de Nanni Moretti, un autre député communiste participe à un match de water-polo. Désemparé, bousculé, il reste sans réagir au milieu de la pis-

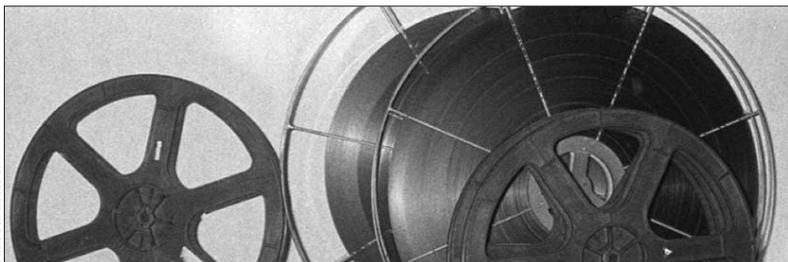


Photo Patricia Moret

cine. Frappé d'amnésie, il ne sait plus dans quel camp il joue. La même année, Nanni Moretti tourne un documentaire sur l'aggiornamento du Pci. Pendant des mois, des centaines de milliers de militants cherchent un nom pour ce qui va devenir le plus grand parti communiste du monde occidental. Faut de mieux, ils l'appellent « la Cosa » (la Chose). C'est le nom du film. Après cela que faire ? Tourner en rond, sur

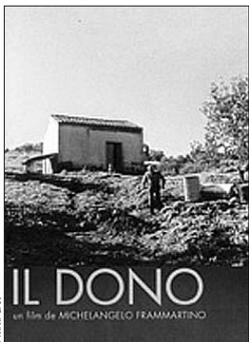


Photo DR

son scooter, dans une Rome déserte ? C'est ce que fait, fort intelligemment, Moretti dans son *Journal intime* (1993). Mais, à quelques semaines d'intervalle, viennent d'être projetés en France deux films italiens qui semblent renouer avec les ambitions sociales du cinéma d'après-guerre. *Il Dono* (Le don) de Michelangelo Frammartino se passe à Caulonia, pittoresque village perché. Cinquante ans plus tôt, il aurait pu servir de décor à l'une de ces « comédies italiennes » où l'amour et la jeunesse triomphaient des préjugés. Rien de tel ici. Caulonia est en Calabre, trois cents kilomètres au sud d'Eboli où, selon Carlo Levi (*Le Christ s'est arrêté à Eboli*), commence le pays des hommes oubliés par dieu.

Peut-être, un demi-siècle plus tôt, les grandes luttes des hommes pour l'occupation des terres ont-elles balayé la plaine mais, sur le piton, des murs croulent, des carcasses rouillent, des chiens hurlent à la solitude, des enfants-fossoyeurs entrent les bêtes crevées. Caulonia s'éteint. Seule flamme vivace, une jeune femme dévale les rues sur sa bicyclette. Elle descend vers la route, vers la mer, vers la plage, vers la vie. Mais la route n'apporte pas que le progrès. Elle apporte aussi la sauvagerie moderne. Des automobilistes attendent au pied du piton. Ils savent les rues de Caulonia trop escarpées pour une bicyclette. Ils reconduisent la jeune femme mais elle ne peut payer qu'avec ce qu'elle a, son corps. Périodiquement, des matrones du village la « purifient » selon d'ancestraux rites pagano-chrétiens. Son voisin, un vieil homme seul, l'observe en silence. Il règle ses dernières affaires : fait enterrer son chien mort d'ennui, fait creuser sa propre tombe et décide de mourir. Puis, sans un mot, sans un sourire, avec un minimum de gestes, il offre son scooter à sa voisine. Don ultime, don de solidarité. C'est sa façon de contribuer à la libération de la jeune femme.

L'espoir se transmet d'une génération à l'autre

Le second film, *Mi piace lavorare* (J'aime travailler de Francesca Comencini), ne se passe pas dans la lointaine Calabre mais au cœur de la capitale italienne. La sauvagerie n'en est pas moindre, elle est méthodique. Pas de brutal désir, un froid calcul. Anna, mère célibataire travaille dans une petite entreprise qui vient d'être absorbée. La direction

l'affecte à des postes de plus en plus dérisoires, de plus en plus humiliants pour la pousser à démissionner et économiser ainsi une indemnité de licenciement. Pas de révolte, pas de mouvement de solidarité. Elle-même repose sans s'y intéresser un tract syndical. C'est l'histoire d'une marginalisation programmée. Écartée par la direction, repoussée par ses collègues qui ont peur de s'afficher avec elle, Anna finit par sombrer dans la dépression. C'est finalement la complicité, le courage de sa fille qui la fera réagir, prendre contact avec le syndicat, porter plainte contre la direction et gagner son procès. Cinquante-huit ans plus tôt, le père de la réalisatrice, Luigi Comencini, tournait son premier film, *Bambini in città*



Photo DR

(Enfants dans la ville). C'était déjà l'histoire d'enfants qui, dans les ruines d'une ville (ou d'une société), créaient un monde utopique, un monde à eux. L'espoir se transmet d'une génération à l'autre. Les utopies peuvent mourir, l'histoire marcher à reculons... Et pourtant on tourne.

René Ballet

Colonisation

banc d'essai de l'écrasement social ?

En janvier dernier, Olivier Lecour Grandmaison a publié *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial* (Fayard). André Prenant présente ce livre qui est une bonne réponse à la loi du 25 juillet 2005 sur l'histoire coloniale.



Photo DR

Dans le mois précédant le référendum sur la Constitution, sur l'initiative de l'Ump, la loi du 25 février 2005, a provoqué une protestation très modérée de cinq historiens. Ils se contentent, dans les « Débats » du Monde du 25 mars, pour en demander l'abrogation, de noter qu'elle « impose une histoire officielle » qui est aussi « un mensonge officiel [...] en ne retenant que le "rôle positif" de la colonisation ».

« Exterminer tout ou partie des Arabes »

Un livre est paru, rompant les barrières entre les disciplines et les discontinuités de l'Histoire, pour mettre en évidence la nature réelle de toute colonisation, négative sauf pour les profits du capital et ne se justifiant qu'à travers une idéologie raciste. L'auteur de

ce livre, Olivier Lecour Grandmaison, pourtant issu d'un milieu traditionaliste, a d'abord approché le colonialisme par l'étude d'archives familiales – celles d'armateurs nantais enrichis par la traite triangulaire des siècles passés. Sa démonstration est centrée sur l'Algérie, où il a exercé après l'indépendance. Il a mis à jour par ses recherches, la continuité entre les massacres, enfumades, destructions de vergers, de récoltes, de villages et de villes, etc... dont se glorifièrent pendant plus de quarante ans les « conquérants » français de ce pays, les efforts de déculturation dont il a fait l'objet, sa rapide dépopulation d'avant la mise en cause de sa « démographie galopante », la proclamation de l'« infériorité » de ses « Arabes » face aux « Algériens » venus d'Europe jusqu'à l'aboutissement aux violences prétendant conserver « l'Algérie française » de 1945, puis de 1954 à 1962. Le chrétien « libéral » et

« démocrate » Tocqueville, qui voyait en 1830 « le début d'une renaissance... entre Européens » face à la Grande-Bretagne par « quelque chose de plus vaste : l'asservissement de quatre parties du monde par la cinquième », jugeait inévitables, face aux « Arabes », les méthodes dénoncées par les « anticolonistes », qu'acceptaient même un Hugo ou un Lamartine. Il préconisait de « ne laisser subsister ou s'élever aucune ville dans les États d'Abdel-Kader ». Un médecin « républicain », Bodichon, théorisait dans un journal d'Alger de 1847, en « biologiste » proposant d'« exterminer tout ou partie des Arabes, appartenant à une race inférieure » avant de faire référence, en 1866, à la sélection naturelle de Darwin, prise comme

moteur de l'évolution. L'auteur de *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial* note l'acceptation mécanique, par Marx et Engels, de la colonisation comme un des facteurs dialectiques de passage par le capitalisme nécessaire au progrès social, bien que *La Guerre civile en France* dénonce les « méthodes africaines » de la répression anti-ouvrière des journées de juin 1848. Olivier Lecour Grandmaison voit dans ces textes, hormis « un aveuglement de ce qu'il est convenu d'appeler les pères fondateurs du marxisme », la justification idéologique de la réalité de la guerre coloniale, affranchie de toute convention admise « entre Européens » pour permettre de substituer à un peuplement « inférieur », un autre « supérieur » : massacres, destructions de récoltes, de plantations, de cheptel, de villes, conduisant aux famines et à la réduction d'un tiers de la population algérienne de 1830 à 1863.

Mais il y montre aussi le modèle des massacres de Kanaks ou d'Africains de l'ouest et, hors domaine français, de l'extermination totale des Tasmaniens, de celle, massive, des Australiens et des Amérindiens et des 80 000 Herrerros de Namibie par les Allemands en 1904. Il en suit le retour en France contre les mouvements ouvriers, en 1848 et 1871, par le massacre de ces « Bédouins de la métropole » puis par l'envoi de leurs survivants pour coloniser l'Algérie ou Nouvelle Calédonie, puis les prolongements plus récents, en Europe, d'extermination par les nazis des Juifs, Tziganes et de peuples slaves par le nazisme au nom de la supériorité raciale et du « Lebensraum » pour remplacer les « Mauvais » par les « Bons », comme aujourd'hui en Palestine occupée ou au Moyen Orient. Il montre aussi, lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie,

la reprise des mêmes méthodes de « guerre totale », jusque sous De Gaulle, notamment par Challe.

L'ensauvagement du continent

L'État colonial français d'Algérie a aussi créé un modèle, réaffirmé par les pouvoirs spéciaux votés en mars 1956, tant du « pouvoir du sabre », avec ses territoires militaires, ses communes mixtes, que par la pratique de l'« état d'exception » impliquant la « responsabilité collective » du code de l'Indigénat au double collège, mettant à part les « Arabes » devenus « Français musulmans d'Algérie » pour être mieux « regroupés », déportés ou internés jusqu'en 1962, comme l'avaient été, en 1939, en France, les républicains espagnols, en 1940 les communistes puis tous les résistants, puis les Juifs, « dotés » de leur statut par Vichy avant leur envoi dans les camps d'extermination. Reprenant enfin l'utilisation contre les « barbares de l'intérieur » des méthodes de guerre coloniale « au secours de l'ordre » jusqu'à leur utilisation pour dominer les colonies en leur accordant ainsi un « droit au travail » bon marché, il montre la réalité des solidarités avant de citer, en conclusion, Aimé Césaire montrant qu'« au bout de cet orgueil racial encouragé, de cette jactance étalée, il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent ».

André Prenant

Olivier Le Cour Grandmaison

Coloniser Exterminer

Sur la guerre et l'État colonial



Fayard

Photo DR

Le Manifeste

Journal communiste



**VOUS
VOULEZ
RÉAGIR**

sur

Le Manifeste

ou

l'un de ses articles,
écrivez-nous :

Le Manifeste

21, rue de Navarin

75009 Paris

ou

le-manifeste@noos.fr

Le Manifeste

recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays (vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)).

Des jeunes créateurs ayant une démarche dont leur art est en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

LES MOTS PAR L'OREILLE

Retoqué

Depuis quelques temps, un mot a fait son apparition dans le vocabulaire des journalistes politiques : le verbe « retoquer ». Exemple : « Le conseil constitutionnel a retoqué le projet de loi ». Il semble que l'usage de ce mot soit réservé à cette noble institution. Le sens en est clair mais l'étymologie obscure. Longtemps inconnu au bataillon (pour tant immense) des mots recensés par les dictionnaires, il y a fait son entrée récemment et a rejoint la grande famille des mots qui ont « toqué » pour racine : la « toque », du cuisinier (aucun rapport), la « toquade » ou caprice et son dérivé, « se toquer » (éprouver un engouement soudain), le « toqué » (qui ne va pas très bien), la toquante (ou tocante) qui fait « tic, tac », ainsi que le « toquard » ou « tocard », qui vient d'un mot normand pour dire « têtù » et désigne un cheval de course médiocre, puis par extension, un incapable. À noter que comme adjectif, tocard (avec un « c »), mot populaire péjoratif, synonyme de mauvais, sans goût et sans valeur, n'a sans doute pas la même origine et viendrait probablement de « toc ». Le dictionnaire connaît en effet aussi le « toc »

qui est une imitation de métal précieux ou, dans le registre technique l'organe du tour qui sert à maintenir et entraîner la pièce à usiner. Enfin sont apparus récemment les T.O.C. (ou troubles obsessionnels du comportement) dont on n'est pas forcément toqué mais qui empoisonnent la vie de certains individus et font l'affaire des émissions de télé-réalité... D'où nous vient donc ce « retoqué ». Peut-être ce mot vient-il d'un jargon juridique non repéré. Ou dérive-t-il d'une onomatopée : Comme pour le mot familier « toquer », dans l'expression « toquer à une porte », non encore reçue à l'académie. Ou bien le « toc » que ferait le marteau du commissaire priseur pour dire que l'affaire est dans le sac. Je ne crois pas pourtant qu'on utilise souvent le marteau (ni la faucille) au Conseil constitutionnel. Gageons que ce mot verra son usage bientôt étendu. Élargissant de manière vraiment démocratique le champ des compétences en matière de droit constitutionnel on pourrait dire par exemple : « Le peuple français a "retoqué" la constitution européenne. »

Francis Combes

Retrouvez **Le Manifeste** sur internet
<http://le.manifeste.free.fr>

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste,

journal communiste

Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455

Tirage à 3000 exemplaires

21, rue de Navarin 75009 Paris

Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

Directeur de publication : Joseph D'Angelo

Gérante et secrétaire de rédaction : Caroline Andréani

Rédactrice en chef : Patricia Latour

Maquette et conception artistique : Patrice Morel

Dessinateur : Frédo Coyère

Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c. rue A. Levêque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :

Adresse :

..... Tél. :

Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E

Souscripteur à 50 E

Correspondant

Dépôt : exemplaires



Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**
21, rue de Navarin 75009 Paris